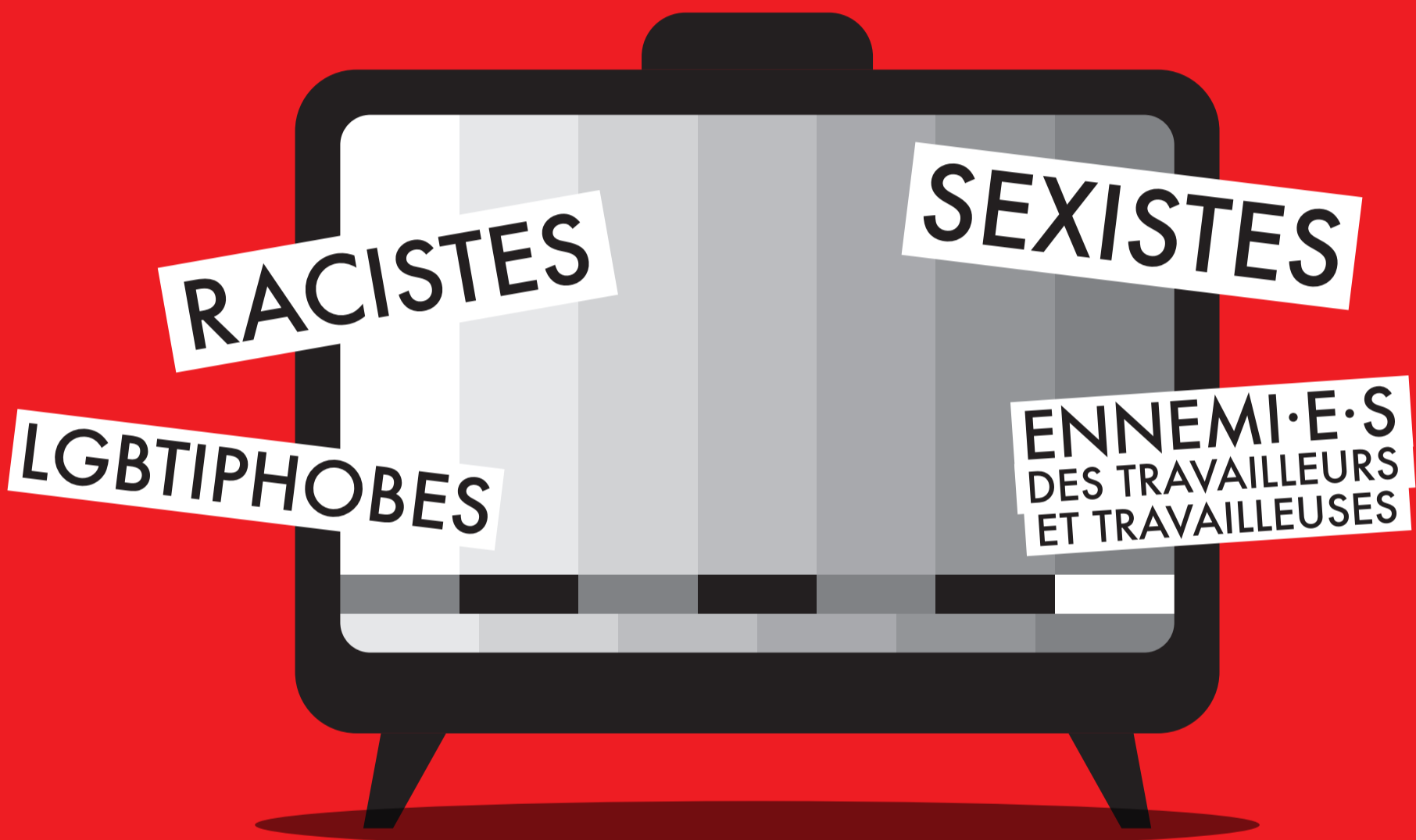


ZEMMOUR ET LE PEN DÉFENDENT CE SYSTÈME



FAISONS TAIRE L'EXTRÊME DROITE !

Dossier

**AUGMENTER LES SALAIRES,
RÉDUIRE LE TEMPS DE TRAVAIL,
CRÉER DES EMPLOIS UTILES:
DES NÉCESSITÉS URGENTES!**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Ils exportent la mort,
et ils en sont fiers Page 2

PREMIER PLAN

18 Décembre, migrantEs,
racisme: il n'y aura plus
de mot d'excuse

Page 3

D'OÙ QUEL'ON VIENNE, OÙ QUE L'ON
SOIT NÉ·E, NOTRE PAYS S'APPELLE

**SOLIDARITÉ
MANIFESTATION**

**SAMEDI 18 DÉCEMBRE
15H ~ CONCORDE**

ACTU INTERNATIONALE

Kanaky/Nouvelle-Calédonie: «La
population n'acceptera pas le résultat
d'une troisième consultation organisée
dans les conditions actuelles»

Page 5

#POUTOU2022

Une campagne qui décolle! Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Ils exportent la mort, et ils en sont fiers

« **Q** uatre-vingts Rafale. Signature d'un contrat historique avec les Émirats arabes unis. Un partenariat stratégique plus solide que jamais. Fièvre de voir l'excellence industrielle française au sommet. » C'est ainsi que la ministre des Armées Florence Parly a célébré la vente de 80 avions de guerre aux Émirats arabes unis, considérés par l'ONG Front Line Defenders comme « l'un des régimes les plus dictatoriaux du monde ». Une dictature qui participe en outre à des expéditions militaires brutales, comme c'est le cas au Yémen, dans le cadre de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, accusée de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Mais pour les marchands de canon, ce n'est pas un problème. Il faut faire du business, et pour cela on n'est pas très regardant sur l'usage qui est fait des machines de mort vendues à des clients qui les utiliseront contre leur peuple et/ou contre les peuples voisins. Et pour le gouvernement, ce n'est pas un problème non plus : pour défendre ou étendre « l'influence de la France », l'industrie militaire est une arme puissante, qu'importent la répression, la torture, les massacres, les famines et les guerres. Et force est de constater que, du côté des forces politiques institutionnelles, c'est l'unanimité qui l'emporte. Défense des « intérêts français », des groupes industriels, des emplois générés par l'industrie de l'armement : tous les arguments sont bons, y compris à « gauche », pour ne pas pointer les responsabilités de la France dans les conflits militaires de plus en plus nombreux aux quatre coins du monde. Quitte à adopter des postures contradictoires, à l'instar de celle de Jean-Luc Mélenchon qui, tout en dénonçant certaines exportations d'armes, n'a de cesse de saluer la bonne santé du complexe militaro-industriel français. Il est urgent d'assumer, et nous le ferons dans le cadre de la présidentielle, des mots d'ordre défendant une perspective de désarmement et de démilitarisation. Cela commence avec l'arrêt des exportations des engins de mort français et, au-delà, le démantèlement du complexe militaro-industriel, avec, cela va sans dire, une reconversion industrielle qui pourrait notamment s'orienter vers le domaine de la transition énergétique. Soit une politique de désarmement unilatéral et général, qui implique également la destruction de la force de dissuasion nucléaire française et, sur le plan politique, la sortie de l'Otan et l'arrêt des interventions militaires françaises à l'étranger.

BIEN DIT

Nous demandons un plan d'urgence pour l'hôpital public et un débat politique et démocratique sur l'avenir de notre système public de santé. Nous avons besoin du soutien de tous et appelons à une mobilisation citoyenne pour l'hôpital public.

Tribune de plus de 100 chefs de service hospitaliers, liberation.fr, 3 décembre 2021.

À la Une

ZEMMOUR ET LE PEN POINTES AVANCÉES DE LA FASCISATION

Construire une riposte antifasciste radicale et unitaire

Au moins 10 000 personnes ont assisté au lancement de la campagne Zemmour à Villepinte. Au cours de ce meeting, des propos haineux et menaçants ont été proférés depuis la tribune et des actions violentes ont été menées par des milices, avec des journalistes molestés et l'agression très médiatisée contre les militantEs de SOS Racisme, auxquels nous apportons évidemment tout notre soutien. À l'extérieur de la salle, plusieurs centaines de manifestantEs se sont regroupés, qui ont eux subi les assauts des milices, doublés de charges policières, avec des dizaines de personnes interpellées, auxquelles nous témoignons toute notre solidarité. Dans le même temps, à Paris, plusieurs milliers de personnes ont manifesté contre Zemmour et l'extrême droite, dans une ambiance combative mais, malheureusement, avec des effectifs très en-deçà des enjeux.

Face à la fascisation

Zemmour est une menace, tout comme l'est Le Pen, que nous n'oublions pas, loin de là. Les deux principaux candidats de l'extrême droite, qui regroupent aujourd'hui dans les sondages entre 30 et 35% des intentions de vote, font en effet partie d'un même bloc, et nous ne sommes pas de ceux qui, face aux outrances de Zemmour et aux violences de ses partisans, en viennent à relativiser le poids de la menace du RN. Si Le Pen et Zemmour ont certaines divergences programmatiques et tactiques, il n'en demeure pas moins qu'ils incarnent l'un et l'autre une orientation ultraractionnaire, nationaliste, raciste et antisociale, et que les dynamiques qu'ils incarnent et renforcent sont celles de la fascisation. Des dynamiques qui s'expriment au-delà des rangs de l'extrême droite, avec récemment le triste spectacle de la primaire LR où chacun des candidats semblait essayer de coller le plus possible à Zemmour et Le Pen ; avec aussi le cours

Le meeting de lancement de campagne de Zemmour à Villepinte a été l'occasion de mesurer l'ampleur de la menace que représente sa candidature, et des dangereuses dynamiques desquelles elle participe : normalisation de positionnements d'extrême droite, regroupement et renforcement des groupuscules violents, consolidation d'un bloc d'extrême droite à plus de 30%, pressions sur l'ensemble du champ politique. Il y a urgence à réagir et, sans verser dans le catastrophisme, à prendre la mesure de ce qui est en train de se passer et à se donner les moyens de construire une riposte à la hauteur des enjeux... et des dangers.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

raciste-autoritaire du gouvernement Macron, qui n'a pas attendu la candidature de Zemmour pour adopter des discours et des lois liberticides, racistes et islamophobes, pour s'en prendre à tous les mécanismes de solidarité et faire l'apologie du chacun pour soi, ou pour mener de violentes campagnes idéologiques contre l'« islamogauchisme » ou le « wokisme » ; avec enfin la pénétration de l'extrême droite dans plusieurs secteurs de l'appareil d'État, au premier rang desquels la police.

Construire une riposte unitaire

Face à ces dynamiques et aux menaces qu'elles représentent, qu'il s'agisse de l'hypothèse d'une victoire de l'extrême droite à la présidentielle, dont il n'est nul besoin de souligner la catastrophe qu'elle représenterait, ou d'un nouveau durcissement raciste-autoritaire en cas de nouvelle élection de Macron ou de succès de la droite dite « classique », l'heure n'est

pas à tergiverser et la riposte doit être construite à plusieurs niveaux. Il est urgent que l'ensemble des forces du mouvement ouvrier, de toute la gauche sociale et politique, se rencontrent pour envisager les modalités d'une réponse commune. L'heure n'est pas à la défense des intérêts de boutique ou à l'érection de frontières entre le social et le politique : nous sommes touTEs concernées, nous sommes touTEs ciblées, et le seul moyen de faire face à la dispersion, au sentiment d'isolement et au risque de la multiplication des actions violentes des groupuscules, est de nous retrouver pour discuter et construire des réponses communes, dans la rue, dans les lieux de travail, dans les quartiers, dans les universités. La riposte passe également par le développement des mobilisations contre le chômage et la précarité, pour les salaires, en défense des services publics et de la protection sociale, en rappelant que sur ce

terrain, sur lequel elle prospère, l'extrême droite demeure fondamentalement une alliée des classes dominantes. Il s'agit de se mobiliser aussi, avec force, en soutien aux premières cibles des Zemmour et Le Pen : en défense des migrantEs, pour la régularisation des sans-papiers, contre le racisme et les violences policières, contre l'islamophobie, contre les résurgences de l'antisémitisme, contre les violences faites aux femmes, pour les droits des personnes LGBTI...

Défendre une politique radicale et décomplexée

Enfin, et c'est ce que le NPA et son candidat Philippe Poutou continueront de faire dans la campagne présidentielle, avec toutes celles et tous ceux qui souhaitent le faire avec nous, nous ne devons pas céder aux pressions venues de la droite et de l'extrême droite et, partant, défendre avec vigueur et fierté des positions de gauche, radicales et décomplexées, sur l'ensemble des questions : anticapitalistes, écosocialistes, féministes, antiracistes, pour l'égalité des droits, internationalistes. Nous l'avons souvent dit : « *Leurs avancées sont faites de nos reculs* ». L'heure n'est donc certainement pas à reculer, à faire des compromis idéologiques ou à éviter les sujets qui fâchent dans l'espoir – réel ou fantasmé – de ne pas froisser tel ou tel secteur de l'électorat. Il s'agit donc de combiner à la fois unité d'action et radicalité des propositions politiques, le tout en défendant la perspective d'un autre monde, possible, nécessaire, urgent, débarrassé de l'exploitation et des oppressions.

FÉMINISME Violences sexistes dans nos organisations, c'est non aussi!

À l'initiative de la CGT, des dirigeantes féministes syndicales et politiques ont échangé sur la prise en charge par leurs organisations des incidents de violence, du harcèlement sexiste et sexuel, sur leurs procédures, l'accompagnement de la victime, les sanctions... Cette tribune est l'aboutissement de ces discussions.

Une tribune des organisations syndicales et politiques

L'échange a été productif et important car nous sommes confrontées à des problèmes similaires et parfois aux mêmes auteurs de violences. Cette mise en commun, les relations nouées,

Une tribune intitulée « Ensemble, contre les violences sexistes et sexuelles dans nos organisations ! » est sortie le 23 novembre à l'occasion de la journée internationale contre les violences faites aux femmes. Le NPA en est signataire.

nous aideront à gérer le passage des agresseurs d'une organisation à l'autre ou leur présence dans deux organisations (syndicat et parti), dans les manifestations ou autres espaces communs du mouvement ouvrier. La tribune souligne également l'importance de la prise en charge des victimes en interne et en externe par une solidarité humaine et matérielle – y compris juridique – ainsi que la priorité à mettre sur la prévention. Cela

passera notamment par le partenariat avec les associations féministes de lutte contre les violences et donc le financement de celles-ci. Même si les organisations signataires de la tribune sont de nature différente, et avec des stratégies et programmes différents, les éléments de solidarités dégagés sont intéressants du point de vue de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans le milieu militant.

En parallèle, une tribune, signée notamment de femmes élues et universitaires, a été publiée le 15 novembre appelant à « *écarter les auteurs de violences sexuelles et sexistes de la vie politique* ». Elle souligne que « *trois candidats ou potentiellement candidats à l'Élysée sont déjà cités dans de nombreux témoignages d'agressions sexuelles* ». Ces deux tribunes et les mobilisations actuelles montrent à quel point la question des violences sexistes et sexuelles est devenue importante.

Dans nos organisations aussi, il faut lutter contre les violences sexistes et sexuelles

Il peut sembler paradoxal qu'au sein d'organisations qui luttent pour un monde meilleur et tentent d'améliorer les conditions de vie, nous devions faire face à de tels comportements. Malheureusement la société dans laquelle nous vivons touTEs est

Un monde à changer

LE MASCULINISME TUE. Le 6 décembre 1989, l'École polytechnique de Montréal connaît l'attaque en milieu scolaire la plus meurtrière de l'histoire du Québec. Ce jour-là, Marc Lépine assassine 14 femmes, étudiantes et travailleuses de l'école polytechnique. Elles s'appelaient Geneviève Bergeron, Hélène Colgan, Nathalie Croteau, Barbara Daigneault, Anne-Marie Edward, Maud Haviernick, Barbara Klucznik-Widajewicz, Maryse Laganière, Maryse Leclair, Anne-Marie Lemay, Sonia Pelletier, Michèle Richard, Annie St-Arneault et Annie Turcotte. Elles avaient entre 20 et 31 ans. Leur tort ? Être des femmes, étudier, vouloir vivre simplement leur vie. Elles sont assassinées sous les cris de leur

assaillant, « *Vous êtes des féministes, je hais les féministes !* », expliquant que des femmes n'ont rien à faire à Polytechnique. Il laisse derrière lui, après son suicide, une lettre aux propos masculinistes, haineux des femmes. Il y écrit : « *Les féministes ont toujours eu le don de me faire rager. Elles veulent conserver les avantages des femmes [...] tout en accaparant ceux des hommes* ». Si ce discours vous semble malheureusement familier c'est qu'il est le fond de toutes les attaques réactionnaires et masculinistes contre les femmes. On le retrouve par exemple dans les unes de *Valeurs actuelles* (« *Comment les féministes sont devenues folles* », « *La menace féministe* ») et dans les propos d'Éric

Zemmour : « *La virilité va de pair avec la violence, [...] l'homme est un prédateur sexuel* » ; « *Les femmes n'expriment pas le pouvoir, elles ne l'incarnent pas* ». On le retrouve chez tous ceux qui mènent cette guerre contre l'égalité et contre les femmes, qui attaquent nos droits et justifient les violences faites aux femmes, ceux qui voudraient nous enfermer à la maison et nous cogner dessus. Les groupes les plus extrêmes, fascistes et masculinistes comme les « incels », voudraient ériger Marc Lépine en héros. Nous ne nous laisserons pas faire, nous n'oublierons pas les victimes de l'École polytechnique ni aucune autre victime de violences sexistes et sexuelles.

ANTIRACISME 18 Décembre, migrantEs, racisme : il n'y aura plus de mot d'excuse

« **I**ndignéEs levez vous ! » a écrit la Marche des solidarités avec les collectifs de sans-papiers pour appeler à construire les manifestations du 18 décembre à l'occasion de la Journée internationale des migrantEs.

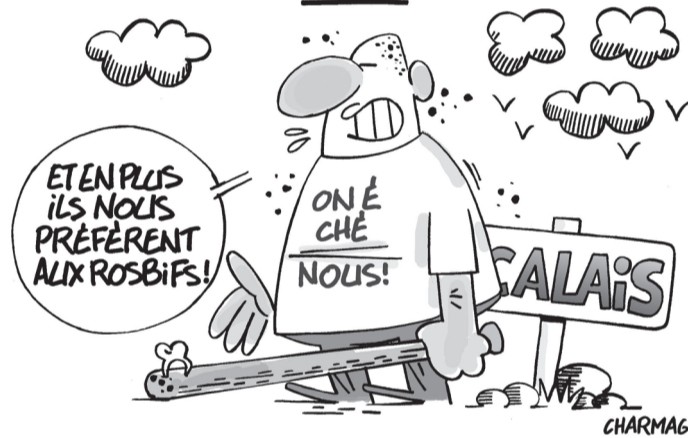
Unir les forces pour inverser la dynamique actuelle

Qui peut encore croire qu'une société qui laisse faire l'intolérable aujourd'hui ne donnera pas naissance à pire encore demain ? Cette société qui parfois s'indigne mais regarde impuissante, puis oublie les campements infâmes de migrantEs à flanc de périphérie, les flics rigolards pourchassant les migrantEs à Calais, les expéditions mortelles en Manche, l'enterrement d'un enfant d'un an par ses parents dans une forêt entre la Biélorussie et la Pologne, les milliers de mortEs en Méditerranée et dans l'archipel des Comores, les interdictions d'associations pour la seule raison qu'elles sont musulmanes, les crimes commis par la police contre des jeunes parce qu'ils sont noirs ou arabes...

Qui peut croire que cette société-là ne se donnera pas demain à une barbarie encore plus grande ? Pas possible de se cacher derrière un sapin, surtout de Noël. L'Histoire ne fera pas de mot d'excuse. On ne parle pas ici des puissants, on sait de quel côté de l'histoire ils et elles sont. On parle là de toi, de moi et surtout de nous.

L'Histoire ne fait rien. Ce sont les êtres humains, les groupes sociaux, les classes sociales, les organisations agissantes pratiquement... ou passives qui font l'histoire. Pas les larmes, l'indignation ou même la colère, qu'elles s'expriment en tweets, en textes ou en tribunes si elles ne se traduisent pas en mobilisations collectives.

MORT DE MIGRANTS DANS LA MANCHE



Cette année, les collectifs de sans-papiers et la Marche des solidarités ont proposé à tous les fronts de lutte contre le racisme et le fascisme, à tous les collectifs, associations, syndicats, partis mais aussi à toutes les organisations de la société dite « civile » quelles qu'elles soient, de se lever ensemble, d'unir les forces pour inverser la dynamique actuelle des événements. Pour agir sur l'Histoire. Pour cette raison les manifestations du 18 décembre ne seront pas uniquement l'occasion de montrer la réalité de la solidarité avec les migrantEs mais de lancer une campagne « *contre le racisme et pour la solidarité* ».

« Notre pays s'appelle Solidarité »

L'appel qui tourne va être lancé publiquement avant le 18 décembre : « *D'où que l'on vienne où que l'on soit NÉ, notre pays s'appelle Solidarité* ». Ce pays n'est pas la France, son État raciste et policier, ses milliers de fascistes s'organisant derrière Zemmour, Le Pen ou Ciotti. Il existe partout où s'organise la solidarité, la force collective d'agir ensemble. Il doit se montrer, se lever, faire force et faire envie.

Ce pays existe encore. Il existe sous de multiples formes dans les quartiers de Marseille qui virent Zemmour, à

Calais autour d'une église, dans les vallées des Alpes ou d'Ariège qui aident les migrantEs, autour des comités mobilisés aux côtés des familles de victimes de violence policières, autour de la brigade des mères de Belleville à Paris, dans les réseaux qui se mobilisent contre une expulsion, lors d'un rassemblement des agentEs de la RATP contre l'islamophobie dans le 20^e arrondissement à Paris et dans de multiples autres endroits où l'on se rassemble...

L'appel s'ouvre par une citation de Fred Hampton, leader des Black Panthers de Chicago qui disait en mai 1969 : « *Nous n'allons pas combattre le racisme par le racisme mais par la solidarité* ». Il était en train de construire une coalition regroupant différentes organisations de différentes communautés mais aussi le plus gros gang de jeunes de la ville et des organisations de la gauche blanche. Il mettait en place aussi des cours de soutien scolaire, des cantines, etc. dans les quartiers. Initiative bien trop dangereuse pour les intérêts des puissants. Quelques mois plus tard il fut abattu, dans son sommeil, par la police. Il avait 21 ans. Il n'y a plus le temps, plus de mot d'excuse, plus de calcul. Le 18 décembre doit être le début de la riposte.

Denis Godard

Le chiffre

25 %

D'après les dernières données de l'Insee, à l'âge légal de départ à la retraite (62 ans), 25% des 5% les plus pauvres en France sont déjà morts, soit un taux de survie de 75%, alors que le taux de survie des plus riches est de 95%. Ce n'est qu'à 80 ans, soit 18 ans plus tard, que le taux de survie des plus riches atteint ce niveau de 75%. Sachant qu'à cet âge, moins de 40% des plus pauvres ont survécu.



Agenda

Jeudi 9 décembre, réunion publique de soutien à la lutte du peuple kanak, Paris 10^e. À 18h, à la Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau.

Dimanche 12 décembre, réunion-débat sur quels projets émancipateurs avec Christine Poupin, Paris 13^e. À 10h, Ess'pace, 15, rue Jean-Antoine-de-Baïf, M^o BNF. Organisé par Ensemble! Insoumis.

Samedi 18 décembre, manifestation contre le racisme à l'occasion de la journée internationale des migrantEs. À Paris, manifestation à 15h, Concorde.



NO COMMENT

Sur les sujets d'identité, d'immigration, Valérie Pécresse n'a rien à envier à Éric Zemmour.

JULIEN AUBERT (les Républicains), France Info, 6 décembre 2021.



PHOTO THÉQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

sexiste, raciste, lgbtphobe et les militantEs qui les composent n'en sont pas exemptEs. Dès sa fondation, le NPA a reconnu la lutte pour la libération des femmes comme faisant partie intégrante de sa lutte contre le capitalisme et pour

révolutionner la société, et la nécessité, dans son sein, de faire un effort de formation sur ces questions. À l'instar de la LCR, son courant fondateur, le NPA a mis en place une commission qui peut être saisie pour enquêter sur des accusations

de violence sous toutes ses formes, aussi bien verbales que physiques. Cette commission élue est indépendante de la direction du parti et ses recommandations s'adressent au comité de base de l'agresseur. Les sanctions peuvent aller d'un blâme à l'exclusion, en passant par la suspension de tout ou partie des droits de militant. Nos statuts prévoient que, dès la saisine enregistrée, l'agresseur soit suspendu jusqu'à la conclusion de l'enquête. Ceci ne préjuge pas de l'issue de l'enquête mais nous croyons a priori l'autrice de la saisine, nous considérons que ce sont ses droits qui doivent être protégés en priorité et nous ne demandons pas à une victime de continuer de militer dans le même espace que son agresseur. Nous ne nous substituons pas au système juridique, notre but est que touTEs les camarades, et notamment celles et ceux qui subissent une oppression spécifique, puissent se sentir à l'aise

dans l'organisation, y trouver de la solidarité. C'est pourquoi, dès sa fondation, le NPA a prévu la tenue de réunions non mixtes pour permettre aux camarades de se sentir plus fortes.

Une organisation ouverte aux mouvements sociaux est forcément percutée par les mouvements comme #MeToo. Nous continuerons à nourrir notre réflexion des apports de tels mouvements, à les intégrer à notre cadre de pensée marxiste afin de mieux comprendre, mieux agir. Nous continuerons à travailler avec d'autres forces qui sont disponibles pour avancer la réflexion et construire ces mouvements qui se battent sur des terrains fondamentaux comme les oppressions spécifiques, l'écologie, les droits sociaux...

Penny Duggan et Elsa Collonges

<https://lanticapitaliste.org/actualite/feminisme/>
ensemble-contre-les-violences-sexistes-et-sexuelles-dans-nos-organisations

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE Appel à dons pour le fonds de solidarité 2022 d'ESSF

Nous relayons l'appel à dons de l'association Europe solidarités sans frontières (ESSF). Pour les modalités, voir sur <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article60261>.

L'an 2020 avait déjà été une année particulièrement noire pour les populations asiatiques, la pandémie Covid-19 frappant des communautés affaiblies ou menacées par bien d'autres maux sociaux (paupérisation...), climatiques (montée des océans, typhons...), diverses catastrophes plus ou moins naturelles (séismes, éruptions volcaniques...) ou politiques (régimes toujours plus répressifs...). À tout cela s'est ajouté en 2021 le putsch militaire en Birmanie (Myanmar) et les conséquences de la crise afghane, un flot de réfugiés arrivant notamment au Pakistan.

2022 ne sera pas plus clémente que 2021

À la demande insistante de nos partenaires régionaux, nous avons initié une aide politique et financière envers la résistance birmane qui doit faire face à une guerre totale menée par la junte militaire. Conçue initialement comme un appui conjoncturel à la grève générale civique qui s'est déclenchée au lendemain du putsch, cette aide s'inscrit maintenant dans la durée. Nous avons réussi en 2021 à assurer notre soutien envers la Birmanie sans réduire pour autant celui que nous assurons à nos partenaires du Pakistan, des Philippines, du Bangladesh ou d'Indonésie grâce à un effort particulier du réseau habituel de donatrices et donateurs d'ESSF, mais aussi grâce à des dons exceptionnels en provenance d'un large éventail géographique incluant notamment les États-Unis ou le Canada, le Japon et divers pays européens...

Nous devons nous préparer à une année 2022 qui ne sera pas plus clémente que 2021. La junte birmane reçoit actuellement suffisamment d'appui de la part de pays voisins pour poursuivre sa guerre à outrance contre la résistance. Nos partenaires au Pakistan doivent aider comme ils le peuvent des réfugiés afghans avec qui ils avaient souvent déjà des liens étroits. Nous envisageons aussi de soutenir financièrement le mouvement d'opposition au « crime » de lèse-majesté en Thaïlande, ne serait-ce que modestement.

Toujours la menace du Covid-19

La pandémie de Covid-19 évolue de façon inégale suivant les pays, mais, là où elle régresse, en Asie du Sud, elle peut rebondir à tout moment. L'Indonésie est devenue un temps son épiscentre régional. La nouvelle vague épidémique qui frappe la Birmanie est plus meurtrière que la première, du fait notamment de l'interruption du programme de vaccination mené par le gouvernement civil avant qu'il ne soit réprimé. Aux Philippines, la situation sanitaire reste particulièrement grave et les responsabilités de nos partenaires (dont deux membres sont décédés des suites de l'infection) restent de même entières : ils doivent maintenir en activité tout le dispositif déployé (lieux d'isolement, bouteilles d'oxygène, distribution de vaccins, etc.) alors que le régime Duterte réprime les associations indépendantes.

Les dons à ESSF peuvent être « dédiés » en indiquant le pays auxquelles ils sont destinés. S'ils ne le sont pas, ils sont versés au Fonds permanent de solidarité Asie et répartis suivant les urgences à nos partenaires, à savoir :

- la coalition d'associations MiHands, basée à Mindanao, dans le sud des Philippines,
- le mouvement « Femmes libres » en Indonésie,
- les associations paysannes BKF-BKS et leurs alliés au Bangladesh,
- la Labour Education Fondation (LEF) et la Crofter Fondation au Pakistan.

Pierre Rousset et Adam Novak

PS: Rappelons que notre association fonctionne sans aucune forme de rémunération, sur une base entièrement militante. Ainsi, 100% des dons reçus sont transférés à leurs destinataires. Les frais liés à ces transferts sont surtout bancaires et réduits au minimum (moins de 5%). Nous « n'exportons » pas nos propres projets. Nous aidons des mouvements à répondre aux urgences humanitaires, sociales et démocratiques à partir de leur implication sur le terrain et de leur propre perception des priorités.

ÉTATS-UNIS La Cour suprême pourrait mettre fin à la protection fédérale de l'avortement : que faire ?

Aux États-Unis, il n'y a pas de loi fédérale sur l'avortement et c'est la Cour suprême qui, par ses décisions, garantit le droit des Étatsuniennes à avorter. Or la Cour suprême des États-Unis semble être sur le point d'affaiblir gravement ou d'annuler complètement la décision Roe v. Wade qui a donné une protection fédérale à l'avortement depuis 1973.

La décision des juges pourrait ne pas être annoncée avant juin. L'annulation de la décision Roe signifierait que les législatures des États détermineraient les lois sur l'avortement. Face à une défaite historique, le mouvement des femmes, les progressistes et la gauche se demandent comment cela a pu se produire et ce que l'on peut faire maintenant.

L'affaire soumise à la Cour (Dobbs v. Jackson Women's Health) concerne une loi de l'État du Mississippi qui interdit l'avortement après 15 semaines de grossesse. Pendant des décennies, dans la plupart des États, les femmes ont disposé d'un droit, établi par une autre décision de la Cour suprême (Casey v. Planned Parenthood), qui autorise l'avortement jusqu'à ce que le fœtus devienne viable, généralement défini entre 24 et 28 semaines, afin de ne pas imposer aux femmes une « charge indue » pour obtenir un avortement. Si la Cour suprême confirme la loi du Mississippi, cela annulerait l'arrêt Casey et encouragerait d'autres États à adopter des lois encore plus restrictives. Ou bien la Cour pourrait tout simplement annuler complètement Roe, puisque le choix de 15 semaines n'est pas clairement justifié. Cette question des délais est très importante car les possibilités concrètes d'accès à l'avortement diffèrent énormément selon les États : dans les États conservateurs du centre et du sud du pays, face aux restrictions réglementant leur activité, de nombreuses cliniques ont dû fermer ces dernières

années, si bien que, dans six d'entre eux, il n'en reste qu'une seule.

Les Républicains à la manœuvre

Comment en est-on arrivé là ? Tout d'abord, les Républicains, qui sont massivement opposés au droit à l'avortement, dominent la majorité des gouvernements des États. Dans 23 des 50 États, ils ont le contrôle total et dans 12 États, les gouvernements sont divisés. En collaboration avec les organisations anti-avortement, les Républicains introduisent des dizaines de lois anti-avortement chaque année, si bien qu'aujourd'hui, plus d'un tiers des États ont déjà interdit l'avortement à 20 semaines.

Lorsque Donald Trump s'est présenté aux élections en 2016, il a promis de nommer des juges qui annuleraient l'arrêt Roe. Une fois en fonction, il l'a fait, en nommant trois juges anti-avortement, donnant aux conservateurs une majorité de six contre trois à la Cour. La juge libérale Sonia Sotomayor a demandé : « Cette institution survivra-t-elle à la puanteur que cela crée dans la perception du public que la Constitution et sa lecture ne sont que des actes politiques ? » Un récent sondage révèle que 61% des Étatsuniens pensent que la Cour est motivée par la politique, et non par le droit.

Le poids de l'amendement Hyde

Quelles sont les erreurs commises par le mouvement pour le droit à l'avortement qui ont conduit à cette situation ? La plus grande erreur



a été l'incapacité des principales organisations, notamment Planned Parenthood (Planning familial), à s'attaquer à l'amendement Hyde. En 1976, Henry Hyde, un député républicain, a réussi à faire adopter par le Congrès une loi interdisant le financement fédéral des avortements. Cette loi empêche effectivement de nombreuses femmes pauvres et de couleur qui dépendent de Medicaid de faire face au coût d'un avortement.

Les femmes blanches, plutôt aisées, qui dirigent les organisations nationales de femmes, n'ont pas réussi à lutter contre Hyde. Ce qui aurait nécessité l'organisation à la base des femmes pauvres, des femmes de la classe ouvrière et des femmes racisées. Comme l'écrit la journaliste Amy Littlefield : « Au cours des années suivantes, la Cour suprême a maintenu les restrictions au financement public de l'avortement, ce qui a effectivement fait de l'accès à l'avortement en Amérique un système

à deux niveaux : celles qui avaient des ressources pouvaient en obtenir un, et beaucoup de celles qui n'en avaient pas ne le pouvaient pas. »

Créer un nouveau mouvement de femmes

Que peut-on faire maintenant ? De nombreux progressistes souhaitent que le président Joseph Biden et les démocrates changent la Cour suprême. La Cour est actuellement composée de neuf juges qui siègent à vie et ne peuvent être destitués que par une mise en accusation. Depuis la création de la Cour, il y a eu 115 juges et un seul a été destitué. La Cour n'a pas de nombre fixe de juges et a varié de cinq à dix, mais depuis 1869, elle en compte neuf, ce qui amène certains à penser que Biden devrait élargir la Cour et nommer plus de juges. Le président Franklin D. Roosevelt a tenté une telle démarche en 1937, mais elle a échoué au Congrès. Aujourd'hui, il est peu probable qu'un élargissement de la Cour soit adopté.

De nombreuses femmes de gauche affirment qu'il faut créer un nouveau mouvement de femmes pour lutter pour le droit à l'avortement, un mouvement composé non seulement de femmes blanches de la classe moyenne, mais qui comprendrait et serait animé par des femmes travailleuses et pauvres. Les sondages indiquent qu'environ deux tiers des Américains sont favorables au droit à l'avortement, de sorte que la construction d'un tel mouvement est sans doute possible.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le hold-up permanent

L'affaire « Congo Hold-up », c'est près de 3,5 millions de documents et des millions de transactions bancaires qui ont été récupérés par Mediapart et l'ONG Plateforme pour la protection des lanceurs d'alerte en Afrique. Ces fuites ont fait l'objet d'études par un consortium de journaux et d'ONG. Les résultats de ces analyses mettent à nu le système de corruption en République démocratique du Congo (RDC) initié par son ex-président Joseph Kabila. Au-delà des révélations, cette affaire illustre les conséquences déléteres pour le fonctionnement politique des pays touchés par ce fléau.

Kabila, au pouvoir en RDC pendant 18 ans, a mis au point un système de détournement de fonds en utilisant la BGFI, la Banque gabonaise et française internationale. Cette banque a été fondée par deux piliers de la Francophonie, la famille Bongo au Gabon et celle de Sassou Nguesso au Congo-Brazzaville. Ces deux familles sont liées, Omar Bongo étant le gendre de Nguesso.

Kabila prédateur

Joseph Kabila s'est approprié des pans entiers de l'économie du pays en utilisant les fonds publics pour financer ses sociétés. Qu'il s'agisse d'Egal, société importatrice de viande et de poisson, de la Sotexki, société de textile, de Port de Fisher avec comme actif un yacht de luxe, ou de simples sociétés écran comme Sud Oil. Autre source de financement pour Kabila, les contrats miniers avec d'importants pots de vin notamment ceux passés avec



Joseph Kabila. WIKIMÉDIA COMMONS

des sociétés chinoises. Quant aux aides internationales, elles ont été gaspillées. Exemple, le sommet de la francophonie qui, pour deux jours de réunion, a coûté 90 millions d'euros, financé en partie par l'aide publique au développement de la France. Kabila et ses proches ouvraient des comptes pour leurs sociétés écran à la BGFI de RDC. Cette dernière procédait à des virements internationaux en utilisant sa filiale française

ou d'autres établissements comme Citybank et la Commerce Bank. Les documents de « Congo Hold-up » ont mis à jour des concussions pour un montant de 350 millions d'euros. Mais si l'essentiel des documents font la part belle au clan Kabila, ils mettent aussi en cause deux proches conseillers du président actuel Félix Tshisekedi.

Les conséquences de la corruption

Cette corruption est évidemment condamnable d'un point de vue moral, et préjudiciable au niveau économique pour le manque à gagner pour la RDC. Comme l'indique la Banque mondiale : « Le pays se situe au troisième rang mondial pour le nombre de pauvres et la situation s'est encore aggravée à la suite de la pandémie de Covid-19. Selon les estimations, 73% de sa population, soit 60 millions de personnes, vivent avec moins de 1,90 dollar par jour en 2018. »¹

Mais la corruption des dirigeants pervertit aussi totalement le système politique. En effet, elle alimente la construction et l'entretien de réseaux clientélistes, souvent ethniques. Ce qui a un effet délétère sur la cohésion sociale du pays. Les élections deviennent un formidable marché où les voix, parmi une population de plus en plus appauvrie, s'achètent pour quelques dollars. C'est ainsi que l'on arrive à des paradoxes, où pour une élection présidentielle, le coût par électeur est plus élevé à Madagascar... qu'aux USA.

Cette façon de gérer le pays ne se contente pas de pervertir le processus démocratique, parfois elle l'annihile. L'enjeu du maintien au pouvoir devient vital, encouragé par leurs proches. À cet effet, les dirigeants déploient des stratégies allant de la manipulation des Constitutions à la fraude électorale généralisée. Ces systèmes de corruption à grande échelle sont encouragés par le système capitaliste. La course aux ressources naturelles, parfois rares mais indispensables dans la fabrication de certains produits, pousse les multinationales à soudoyer les dirigeants pour obtenir les permis d'exploitation, maintenant ainsi la division internationale du travail funeste pour les pays pauvres. Cette corruption est parfaitement intégrée au système économique international car l'essentiel des sommes détournées retournent dans les escarcelles des entreprises ou des banques occidentales.

Paul Martial

1 - <https://www.banquemondiale.org/fr/country/drc/overview#1>

KANAKY/NOUVELLE-CALÉDONIE « La population n'acceptera pas le résultat d'une troisième consultation organisée dans les conditions actuelles »

Réunis sous la dénomination « Comité stratégique indépendantiste de non-participation », les représentantEs des partis politiques (FLNKS, les nationalistes du MNSK, PT, DUS, MOI) et les structures syndicales indépendantistes (USTKE, FLS, CNTP) appellent à la non-participation au référendum du 12 décembre, maintenu à marche forcée par les autorités françaises. Nous publions des extraits de leur déclaration commune.

Nous, les participants du camp du Oui, souhaitons que cette ultime consultation de l'Accord de Nouméa se déroule dans un climat serein et apaisé ; tout le monde peut se rendre compte que ce ne sera pas le cas. Depuis le 6 septembre 2021, notre pays a été durement éprouvé par la crise sanitaire. Le bilan ne cesse de s'alourdir et l'heure est à la compassion et aux condoléances pour les familles. Le Covid-19 a créé un climat anxieux, la population est divisée sur l'obligation vaccinale et le pass sanitaire, aussi bien chez les partisans du Oui que ceux du Non, en plus de son impact dans le monde du travail, des secteurs sensibles à ceux impactés par la réduction de leur chiffre d'affaires. [...]

Une consultation biaisée

La déclaration finale de la table ronde de Nainville-les-Roches du 12 juillet 1983 a ouvert une période longue de 38 ans dans laquelle le peuple kanak a décidé de partager son droit à l'autodétermination avec les autres ethnies présentes en Nouvelle-Calédonie. Nous avons invité les victimes de l'histoire coloniale, qui n'ont plus d'autres Pays à être une partie de nous, au travers de trois consultations et par la citoyenneté calédonienne. Cette citoyenneté

ouverte aux autres fournit également aux citoyens et aux communautés non-kanak une garantie politique d'égalité de traitement et d'inclusion dans le destin commun. Elle sécurise l'avenir des populations concernées. Elle est la matrice du peuple légitimé de ce Pays. Y aurait-il une marche forcée pour la destruction de ce vivre ensemble ?

Nous refusons d'être enfermés, comme l'État français cherche à nous y contraindre, dans un choix entre une indépendance solitaire de rupture et un nouveau statut dans la France avec l'élargissement du corps électoral spécifique aux citoyens de ce Pays. Le document de l'État sur les conséquences du Oui et du Non ne fait pas consensus. Il a été jugé comme « n'étant ni plus ni moins qu'un manifeste de propagande pour le Non » par le 39^e congrès du FLNKS le 21 août à Nouméa, et par les autres mouvances indépendantistes. [...]

Une décision irrévocable de non-participation

Le ministre des Outre-mer limite ses arguments à une situation sanitaire qui serait devenue acceptable, sans aucunement se poser la question du climat social. Dans tous les pays, la santé et le social vont de pair, jamais l'un sans l'autre. Il conviendrait plutôt de travailler sur les conditions d'organisation de nouvelles

modalités de campagne électorale et de vote pour une consultation dont la date serait convenue pour septembre ou octobre 2022 selon la situation sanitaire, qui aurait toutefois, à ce moment-là, perdu dans le mode de vie local.

L'Accord de Nouméa prévoit en cas de troisième Non que les forces politiques discutent de la situation ainsi créée. Nous ne respectons le résultat de la dernière consultation qu'à la condition qu'elle se déroule dans un climat social serein et apaisé et après une campagne équitable. Si l'État français décide malgré tout du maintien de la date du 12 décembre, les groupes politiques lui ont déjà signifié leur décision irrévocable de non-participation, en ne transmettant pas de document de propagande à la commission de contrôle pour la consultation référendaire.

Le refus de tout engagement sur la période de transition

Si l'État français décide malgré tout du maintien de la date du 12 décembre, qui sera alors autour de la table pour discuter le lendemain ? Nous n'y serons pas. Nous ne nous sentons pas engagés dans le calendrier d'une période, transitoire ou non, qui nous amènerait en juin 2023.

La conséquence du maintien de la date du 12 décembre rendra

impossible toute sérénité pour notre avenir institutionnel et économique à court ou moyen terme. L'État français devra assumer seul sa responsabilité dans la situation ainsi créée. La population n'acceptera pas le résultat d'une troisième consultation organisée dans les conditions actuelles. Le moment venu, si nécessaire, nous pointerons devant la communauté internationale les manquements, les dessous et les travers d'un État passéiste qui ne tient pas parole et se cramponne à des schémas réducteurs d'antan. Le temps de la colonisation est révolu.

Notre futur se conjuguera dans une pleine et entière souveraineté, parce qu'aujourd'hui ce qui nous divise c'est la néocolonisation française. Il faut clore définitivement cette situation. Nous avons toujours rappelé notre souhait de la définition d'un nouveau lien avec la France ou d'autres pays, comme le préconise l'Accord de Nouméa. Ce choix est celui d'un État souverain et libre de co-construire une interdépendance comme l'affirmait Jean-Marie Tjibaou. L'approfondissement de ces interdépendances ou de ces partenariats doit être le cœur de la réflexion autour d'un référendum de projet pour la 3^e consultation. Mais s'il faut absolument choisir entre la liberté et ces interdépendances, alors nous choisirons notre liberté.

ALLEMAGNE

Sous le sapin, le nouveau variant ?

Presque épargnée par la première vague, cueillie à froid par la seconde, l'Allemagne est en passe de connaître la pire vague depuis le début de la pandémie.

Si le nombre de cas s'est stabilisé ces derniers jours à environ 55 000, le nombre de morts (plus de 300 par jour) et d'hospitalisations croît toujours. Dans certaines régions de la Saxe ou de Thuringe, où la réticence au vaccin est particulièrement élevée, la pauvreté et le chômage endémiques depuis la réunification, le taux d'incidence est au-dessus de 2000.



Nouvelle vague d'impréparation

Après l'été, le gouvernement a commencé à fermer des centres de vaccination, alors que la couverture stagnait à moins de 70 %, et rendu les tests payants. Le ministre de la Santé déclarait déjà que l'état d'urgence sanitaire touchait à sa fin pour les vaccinés. Aujourd'hui les centres ont rouvert et des personnes âgées attendent des heures dans les files d'attente à des températures proches de zéro pour leur piqûre de rappel. On discute d'une obligation vaccinale pour les soignantEs, les établissements publics doivent appliquer les règles « 2G » (ne sont acceptés que les vaccinés et les guéris du covid), les rassemblements privés en présence de personnes non vaccinées sont restreints, et le masque à l'école redevient systématique. Le gouvernement en est réduit à attendre avec espoir les vacances de Noël... mais répète encore que les contaminations n'ont pas lieu au travail ou à l'école !

Les hôpitaux sous pression

Dans les hôpitaux, les services commencent à être surchargés. Pas de surprise : presque deux ans après le début de la pandémie, le nombre de lits de réanimation... a été réduit de plusieurs milliers ! Il faut dire qu'une partie était fictive, car déjà lors des précédentes vagues, le problème n'était pas tant l'absence d'équipement que le manque criant de personnel. Un manque qui s'est encore accentué depuis, avec de nombreuses démissions et des arrêts maladie. Si on en n'est pas encore à trier les patientEs à l'entrée comme en Autriche, les opérations « non essentielles » sont systématiquement déprogrammées.

Les soignantEs sont bien conscients des problèmes : à Berlin, 50 jours de grève ont été nécessaires pour arracher des augmentations de salaires, des améliorations sur les conditions de travail et des promesses (vagues) d'embauches. De nouvelles grèves étaient annoncées, avec des rassemblements importants en préparation, pour les négociations collectives des services publics (dont les cliniques publiques et universitaires). Malgré la volonté évidente exprimée par les salariéEs de poursuivre le mouvement, le syndicat ver.di a fièrement annoncé le 29 novembre un accord « surprise » : une prime de 1300 euros... et aucune augmentation de salaire avant décembre 2022, ensuite est prévue une revalorisation de 2,8 %. C'est sur les réseaux sociaux que les salariéEs ont exprimé leur colère contre cet accord, d'autant que le même jour, la presse annonçait 5,2 % d'inflation pour l'année écoulée ! Une quatrième vague et une réduction de salaire joliment emballée par des rubans patronaux et syndicaux : on a vu mieux comme cadeau de Noël !

Le cas de l'Allemagne nous montre aussi ce qui nous attend : sans investissement dans la santé, sans embauches ni augmentations de salaires, sans la levée des brevets pour une vaccination systématique jusque dans les pays pauvres... on subira l'alphabet grec jusqu'au bout.

Dima Rieger

ANTILLES Macron et ses ministres veulent diviser et imposer le silence à la mobilisation populaire

Le ministre des colonies Lecornu et Darmanin ont bombé le torse la semaine dernière en proclamant : « Nous avons rétabli l'ordre aux Antilles ». Et, à l'appui, a été annoncé l'envoi de troupes supplémentaires pour mater la population.

Couvre-feu maintenu, attaques de la police contre les barrages : c'est le bilan réel du voyage express de Lecornu à la Guadeloupe et à la Martinique. Le gouvernement n'a fait preuve d'aucune considération pour les revendications populaires exprimées depuis trois semaines, contre la gestion autoritaire de la crise sanitaire et, plus largement, pour des mesures permettant de faire face à la crise sociale (augmentation de tous les revenus, embauches dans les services publics, arrêt des licenciements...).

« Territoires de la République » ?

Les Antilles sont « des territoires de la République » quand il s'agit d'imposer les diktats du gouvernement, pas quand l'État doit rendre des comptes sur ses responsabilités. « Territoire de la République », ce n'est pas le cas, visiblement, quand un tiers de la population de Guadeloupe et de Martinique vit sous ce qui est considéré comme le seuil de pauvreté ou quand, d'après la direction du Budget, l'investissement moyen de l'État par habitant est de 116,29 euros en outre-mer, contre 176,40 en moyenne nationale. Ce n'est pas le cas non plus quand Veolia s'est gavé pendant près de



SIMAWONFOTO

50 ans dans la gestion de l'eau de l'île, installant des canalisations défectueuses, n'assurant aucun entretien. Avec la permanence des coupures, la population n'a pas d'accès réel à l'eau courante, 60 % de l'eau captée disparaît avant la distribution et le prix exigé était, en 2019, 50 % plus cher que la moyenne française. Pire, en passant la main à la collectivité territoriale en 2016, la multinationale a visiblement exigé de celle-ci qu'aucune poursuite ne soit engagée contre sa gestion.

Lecornu exigeait à son arrivée à Pointe-à-Pitre la semaine dernière que les syndicats dénoncent la violence sur les barrages, où sont présents, notamment, les jeunes. Mais que pense-t-il du sort d'une jeunesse qui de 15 à 29 ans subit un taux de chômage de 36 % en Martinique et de 51 % en Guadeloupe ? Que pense-t-il du poison du chlordécone, présent partout aux Antilles, dans l'eau, la terre et l'intoxication de la population, poison que l'État a accepté d'autoriser pendant 20 ans

après que sa toxicité eut été établie et que les USA en eurent interdit l'usage depuis 1975 ?

Machiavel de pacotille

Jouant les Machiavel de pacotille, Lecornu et Macron se sont dit ouverts à parler de l'autonomie pour la Guadeloupe : c'est une feinte minable face aux exigences des collectifs, en Guadeloupe comme à la Martinique. Comme le dit Elie Domota, dirigeant du LKP, ce n'est pas avec l'ouverture de ce débat que l'État français va répondre aux exigences immédiates sur l'application des conventions collectives, le chômage des jeunes, l'approvisionnement en eau potable. À la Martinique, le gouvernement a un peu rouvert la porte qu'il avait claquée en Guadeloupe, en proposant de reporter les délais imposés aux soignantEs pour leur vaccination. Sans pour autant s'engager sur les propositions alternatives des organisations pour assurer la continuité des soins ni chercher à répondre aux inquiétudes exprimées. Donc aucune question n'est réglée et les provocations policières se sont multipliées.

Il est de notre responsabilité, organisations et militantEs politiques et du mouvement social, d'exprimer notre solidarité avec les classes populaires des Antilles et de nous opposer à la politique coloniale du gouvernement français.

NPA

Le chômage, la précarité, la pauvreté n'ont pas cessé dans la période récente, mais pas pour tout le monde, puisque les plus riches, eux, ont continué de s'enrichir et le nombre de milliardaires a même augmenté. Face à cette situation sociale désastreuse, Macron entend amplifier ses politiques antisociales en voulant nous faire travailler plus, en s'attaquant aux plus précaires en voulant par exemple mettre en œuvre sa réforme de l'assurance chômage au plus tôt. Dans les semaines et les mois qui viennent, le NPA et son candidat à la présidentielle Philippe Poutou mettront les exigences sociales au cœur de leur programme. Parmi elles, le droit de chacun d'avoir un emploi stable et bien rémunéré. Ce qui passe non seulement par l'augmentation immédiate des salaires et leur indexation sur les prix, mais aussi par une réduction drastique du temps de travail et par la création de centaines de milliers d'emplois utiles.

AUGMENTER LES SALAIRES, RÉDUIRE LE TEMPS DE TRAVAIL, CRÉER DES EMPLOIS UTILES:



DES NÉCESSITÉS URGENTES!

LES PRIX FLAMBENT, LA PRÉCARITÉ SE DÉVELOPPE: IL FAUT AUGMENTER LES SALAIRES!

Depuis plusieurs mois, nous subissons des augmentations importantes des prix de certains produits indispensables: les produits frais ont pris presque 7% en un an, l'habillement près de 5%, l'énergie + 12,7% (dont le gaz + 31%)! Alors que pour beaucoup de ménages, il n'y a déjà plus d'argent le 5 du mois, comment serait-il possible de faire face à de telles hausses? D'autant plus que, par ailleurs, les plans de licenciements se multiplient, les accords de performance collective (APC) conduisent à des baisses de salaires et/ou des augmentations du temps de travail, le chômage augmente ainsi que la précarité... Cela n'est pas sans conséquences sur les revenus de nombreuses familles. Alors quand toutes les dépenses « non obligatoires » comme la santé, les loisirs, la culture, les vacances ont déjà été supprimées depuis longtemps, c'est sur les repas et le logement que l'on commence à rogner. Cette situation est dénoncée par de nombreuses associations caritatives qui distribuent de plus en plus de repas et de denrées alimentaires: un rapport du gouvernement annonce + 10,6% en 2020 par

rapport à 2019. Et depuis la situation ne s'est pas arrangée depuis...

Il faut augmenter les salaires et tous les revenus

Ce qui serait « normal » c'est que les salaires, les retraites, les aides sociales... suivent l'augmentation des prix afin de garantir le niveau de vie des gens. Mais les salaires augmentent trop peu, le point d'indice des fonctionnaires est bloqué, les temps partiels, les horaires éclatés et la pénibilité des conditions de travail interdisent les temps complets continus... Tout cela conduit à un appauvrissement de l'ensemble des classes populaires et en particulier de sa part la plus précaire. Face à cette réalité, les annonces du gouvernement sont indécentes. Lorsque les Gilets jaunes s'étaient mobilisés, une partie des salariéEs avait touché la « prime Macron ». Et là, c'est à peine deux pleins! Ces primes, en plus d'être insuffisantes, ne sont pas garanties d'une année sur l'autre contrairement aux augmentations de salaire qui une fois acquises sont pérennes. Ces primes ne sont en général pas soumises à cotisations, elles ne comptent pas pour nos retraites, ne participent pas au

financement des différentes branches de la sécu...

Pendant ce temps, le SMIC a augmenté de 2,2%: c'est sans commune mesure avec l'augmentation des dépenses essentielles. Pour faire face à l'augmentation des prix et à la stagnation des salaires, il faut à minima augmenter tous les revenus de 400 euros, aucun ne doit être inférieur à 1800 euros net par mois. Il s'agit non seulement de rattraper la perte de niveau de vie des dernières années et mais aussi de permettre à touTEs d'accéder aux loisirs, à la culture, de se soigner selon ses besoins, de partir en vacances.

Pour maintenant et pour la suite, il faut indexer les salaires sur le coût de la vie

Mais si, quand les salaires augmentent, les prix continuent à augmenter, les travailleursEs, les retraitéEs, les fonctionnaires, les bénéficiaires des minimas sociaux seront toujours les dindons de la farce. Alors pour que la bourgeoisie n'utilise pas l'inflation pour reprendre ce qu'elle nous aura lâché un jour, les salaires et tous les revenus doivent être indexés sur les prix. Il faut en finir avec la négociation boîte par boîte dans le privé et avec le gel du point d'indice

dans le public. Cette revendication était déjà avancée par Léon Trotsky dès 1938 (« échelle mobile des salaires ») et elle est d'une actualité saisissante. Et c'est d'autant plus exigible que le taux de marge des sociétés non financières a atteint son niveau record depuis 1949 à 35,9%, les dividendes versés devraient atteindre 50 milliards d'euros soit 10 milliards de plus qu'en 2019. Quant aux patrons du CAC 40, ils touchent en moyenne 5,3 millions d'euros par an...

La répartition des richesses produites entre capital et travail est le reflet direct du rapport de forces entre les classes. C'est un des enjeux centraux pour les capitalistes pour préserver, développer leurs profits. Ceci explique qu'il n'est jamais simple de d'engranger des succès significatifs sur ce terrain hors des grandes mobilisations sociales. Mais l'expérience des Gilets jaunes ou les grèves victorieuses dans des secteurs déjà très précarisés comme celui du ménage à l'hôtel Ibis Batignolles ou à Jussieu, chez Leroy-Merlin, montrent que les choses peuvent parfois aller très vite, notamment à partir de succès parfois partiels... À nous de contribuer à construire le rapport de force nécessaire!

Elsa Collonges

RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Dans la situation actuelle, la revendication de la réduction drastique du temps de travail prend tout son sens. Certaines entreprises ne passeront pas la crise, sont dépassées, en décalage avec la demande. D'autres utilisent le prétexte de la crise pour supprimer des emplois malgré, pour les grandes, les sommes déversées par l'État. Mais dans tous les cas, ce n'est pas aux salariéEs d'en faire les frais. C'est pourquoi, au-delà de l'exigence d'une réduction immédiate du temps de travail à 32h hebdomadaires, sans perte de salaire, nous défendons la perspective d'une réduction drastique du temps de travail automatique jusqu'à la résorption totale du chômage, c'est-à-dire « l'échelle mobile du temps de travail ».

Une mesure de bon sens

D'après les chiffres de l'INSEE, 19,1 millions de salariéEs à temps complet travaillent en moyenne 1680 heures par an, ce qui représente 32,1 milliards d'heures par an. Si on devait partager ce temps de travail avec les 3,7 millions de chômeurEs de catégorie A (qui sont entièrement privés d'emploi), on arriverait autour de 29h par semaine. Si on rajoute à cela les chômeurEs non répertoriés (comme bon nombre des 2 millions d'allocataires du RSA) et les temps partiel qui veulent

travailler plus, nous serions rapidement à 28h par semaine, voire moins! Bien sûr, pour que cette mesure soit efficace, elle doit se faire sans flexibilité ni perte de salaire ni dégradation des conditions de travail.

Dans les entreprises, la réduction du temps de travail entraînerait des discussions bien plus enthousiasmantes que le repli sur soi voulu par les réorganisations en tout genre. Comment travailler 28 heures par semaine? 4 jours à 7h? Une semaine de 3 jours en alternance avec une semaine de 4 jours à raison de 8h par jour? Une semaine de 5 jours avec un compteur de RTT? Les combinaisons sont nombreuses. Et même en réduisant le temps de travail, il faudrait continuer à créer des emplois: dans les services publics, la santé, l'éducation. Bref, il s'agit bien de faire passer nos vies avant leurs profits.

« Armée de réserve du capital »

Par ailleurs, nous n'avons jamais été aussi productifs. Selon l'INSEE, en France, la productivité du travail a été multipliée par 9 depuis 1950 et le Conseil d'orientation des retraites table sur une productivité multipliée par deux d'ici à 2060. Il est hors de question que ces gains de productivité se traduisent par du chômage. Celui-ci n'est pas une fatalité: il résulte d'un choix économique

CRÉER DES EMPLOIS SOCIALEMENT UTILES DANS LES SERVICES PUBLICS

Nous ne sommes pas des fétichistes de l'État. L'État capitaliste entretient une masse d'activités inutiles ou nuisibles avec des hauts fonctionnaires surpayés et il gonfle les forces militaires et policières. C'est ce que le sociologue Pierre Bourdieu appelait la « *main droite de l'État* » à laquelle il opposait « *la main gauche* », les agentEs des divers services publics. Ceux-ci ne fonctionnent pas forcément pas comme nous les souhaiterions mais ils sont indispensables. Avec les divers gouvernements de droite et de « gauche » qui se sont succédés, la main droite de l'État a prospéré et est devenue de plus en plus arrogante et en symbiose de plus en plus directe avec le capital privé : Macron en est une illustration avec ses allers-retours entre la haute administration, les cabinets ministériels et la banque.

Par contre, les services publics, la main gauche, n'ont cessé d'être soumis à l'austérité et de reculer. De plus en plus d'habitantEs des banlieues et des zones rurales doivent attendre des semaines ou faire des kilomètres pour accéder à un service de santé, les bureaux de poste ferment et si on ne navigue pas facilement sur internet, on risque d'être privéEs de certains services ou droits. Il faut remettre des agentEs dans les services publics !

120 000 postes à l'hôpital

Le système hospitalier est au bord de l'effondrement, les personnelEs en ont assez de leurs conditions de travail et du mépris gouvernemental. Il faut un plan d'embauches massives se

montant à 100 000 postes d'infirmières et d'aides-soignantes et 2000 médecinEs hospitaliers. Ceci sans parler d'autres professions techniques, logistiques, administratives, sans lesquelles l'hôpital ne tourne pas et qui sont de plus en plus externalisées (ménage, entretien...) ce qui contribue à la dégradation de la qualité des soins.

S'il faut recruter par les différentes filières possibles, il faut doubler l'effort de recrutement par un plan massif de formation car les personnelEs de santé ne naissent pas par génération spontanée : il faut un an pour former les aides-soignantes, trois ans pour les infirmières et neuf ans pour les médecins. Il faut se donner les moyens d'amener les médecins formés vers l'hôpital et, s'ils et elles vont en ville, qu'ils et elles aillent là où il y aurait besoin d'elles et eux (dans les « déserts médicaux »). Pour cela, il faut créer une formation rémunérée des étudiantEs en médecine moyennant un engagement à servir dans le public, ce qui permettrait aussi de démocratiser le recrutement. Un tel dispositif est aussi nécessaire pour les infirmières.

80 000 postes au minimum dans les EPHAD

Nous allons vivre de plus en plus vieux mais pas forcément en bonne santé : par exemple, à 65 ans, une femme française peut espérer vivre encore près de 23,7 ans mais 10,6 en bonne santé. Il faut assurer à toutes et tous une vieillesse digne. Les personnelEs des EPHAD, publics et privés, ne sont pas assez nombreux et soumis à des exigences de rythme de travail qui pèsent

sur la qualité de vie des pensionnaires. En 2019, le rapport Libault (du nom d'un haut fonctionnaire) a chiffré à 80 000 le nombre de postes supplémentaires nécessaires dans les EPHAD. Ce serait une première étape : le chiffre de 200 000 a été avancé lors des mobilisations des personnelEs de 2018 tant par les syndicats que par les directeurs.

100 000 emplois pour l'école publique

D'après les chiffres du ministère de l'Éducation nationale, pour revenir au niveau de 2008 seulement, il faudrait embaucher tout de suite :

- 6750 équivalents temps plein dans le premier degré (écoles maternelles et élémentaires) ;
- 6828 enseignantEs du second degré (collèges et lycées) ;
- 2237 enseignantEs dans les universités (maîtres de conférence, professeurEs...);
- 6823 personnelEs de santé-social et administratifs (assistantes sociales, infirmierEs, secrétaires...).

Soit une embauche immédiate de 22 638 emplois, sans compter les documentalistes, les CPE, les médecins et infirmières scolaires... Et cela uniquement pour revenir au niveau d'il y a 12 ans ! Si l'on veut diminuer le nombre d'élèves par classe (pour le passer à 24 élèves partout), créer des encadrements à taille humaine (pas d'écoles à plus de 300 élèves, pas d'établissement à plus de 500 élèves, ouverture de campus universitaires de proximité...), il faut créer des postes, un nombre de l'ordre de 70 000 emplois.

Pour accompagner les 220 000 élèves en situations de handicap il y a actuellement 176 000

AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap). Les associations spécialisées considèrent qu'il y a 30% de ces élèves qui n'ont pas d'AESH. Il y a aussi un manque récurrent d'assistants d'éducation (les surveillants). Il faudrait donc recruter 30 000 AESH et AED, avec une augmentation de salaire et un statut réel pour ces personnelEs.

Dans les communes

Au niveau des communes, également, se posent de vrais problèmes. D'abord en matière d'accueil et aide aux habitantEs

pour faire des démarches administratives, pour permettre un accès rapide aux droits sociaux : dans son rapport de 2019 sur la dématérialisation de l'accès aux services publics, le Défenseur des droits insistait sur le fait qu'aucune démarche administrative ne devait être accessible uniquement par internet. Pour cela, il faut des emplois, en particulier dans les communes. Il faudrait également des personnelEs de service supplémentaires dans les écoles : c'est encore plus important avec la pandémie et ses vagues répétées.

D'autres créations d'emplois seraient également nécessaires dans divers secteurs, par exemple pour la rénovation des logements et leur isolation thermique.

Il y a donc matière et nécessité de créer des centaines de milliers d'emplois socialement utiles plutôt que d'augmenter les effectifs policiers, mais pour cela, il faut rompre avec la logique capitaliste. Dans tous les domaines, nos vies, celles des ainéEs et des enfants valent plus que leurs profits !

Henri Wilno

EMPLOI AGRICOLE ET PROTECTION DU VIVANT

En 40 ans, le nombre des agriculteurEs est passé de 1,6 million à 400 000, alors que la taille des exploitations a augmenté et que la profession s'est masculinisée (trois quarts sont des hommes). C'est la conséquence des politiques agricoles successives qui ont poussé les paysanEs à produire plus à coups de chimie et de mécanisation, à s'endetter, à se concurrencer. Les crises agricoles (lait, viande, blé), les scandales (algues vertes en Bretagne, viande avariée, lait contaminé...), les élevages industriels et les conséquences sur la propagation des virus, la déforestation et la maltraitance animale, les OGM... ont montré combien le capitalisme productiviste appliqué à l'agriculture est un modèle à rejeter.

L'agro-industrie, responsable de près de 20% des émissions de gaz à effet de serre, c'est rentabiliser la terre pour en récolter le

maximum de profits, en gorgant les sols de chimie (pesticides, fongicides, engrais phosphatés...) qui tue le vivant (combien de terres mortes qui ne sont plus cultivables !), en supprimant haies, buissons, bois, mares, c'est une hérésie dont la société entière fait les frais aujourd'hui. C'est aussi surexploiter les ouvrierEs agricoles, en particulier les saisonnierEs, main-d'œuvre souvent étrangère (travail à la tâche, cadences élevées, infractions à la réglementation, dispositifs de migration temporaire qui ouvrent la voie à des formes de servage).

Une autre agriculture est possible

La reconversion vers l'agroécologie paysanne est indispensable. La préservation de l'environnement, la lutte contre le réchauffement climatique, la défense de l'emploi imposent de cesser d'utiliser la chimie et de favoriser la biodiversité, bien meilleur

rempart contre les maladies et les ravageurs. Une politique agricole et agroalimentaire offre un autre avenir aux salariéEs de la filière avec des emplois nombreux, utiles, correctement rémunérés. Des circuits courts de production, de transformation et de distribution, avec des ateliers de fabrication et des marchés locaux sous le contrôle des producteurEs favorisent un tissu économique de proximité. La reconstitution de ceintures vivrières autour des villes combat le bétonnage, les rend plus résilients et permet aux urbains de se reconnecter avec les rythmes naturels des productions végétales. Une sécurité sociale alimentaire est à inventer, pour préserver de la faim encore existante et de la malnutrition. Selon différentes études et scénarios, entre 100 000 et 250 000 emplois pourraient être créés dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche d'ici 2030.

Commission nationale écologie

DE TRAVAIL JUSQU'À RÉSORPTION DU CHÔMAGE: VERS LA SEMAINE DE 28H!

et politique des capitalistes. En effet, maintenir le chômage à un niveau élevé permet (entre autres) de faire pression sur celles et ceux qui ont un emploi : « Si tu n'es pas content de ton sort, 5 millions de chômeurs attendent pour prendre ta place ». Cette « *armée de réserve du capital* »¹ que représentent les chômeurEs est donc une aubaine pour les patrons afin d'imposer des conditions de travail dégradées et des bas salaires afin de maintenir des

profits élevés. Face à des patrons qui ont toujours besoin de main-d'œuvre, une baisse massive du chômage les mettrait position de faiblesse. On le constate à une infime échelle en ce moment aux États-Unis ou en France dans des secteurs comme la restauration : le « manque de personnel » oblige les employeurs à promettre d'améliorer des salaires qui stagnaient depuis longtemps ou à proposer des horaires de travail moins calamiteux. Avec la disparition du chômage nous serions dans une position de force autrement plus favorable pour imposer les augmentations de salaires qui nous font défaut en ce moment, la confiance du monde du travail pour arracher de nouveaux droits n'en serait que renforcée.

Retraite à 60 ans et 55 ans pour les métiers pénibles

Le retour à la retraite à 60 ans (55 ans pour les métiers pénibles), avec un calcul fait sur la base de 37,5 annuités et sans système de décote, fait également partie de la réduction du temps de travail. Par ailleurs le système économique est tellement hypocrite que les patrons qui déclarent qu'il faut repousser l'âge de départ à la retraite... sont les mêmes qui

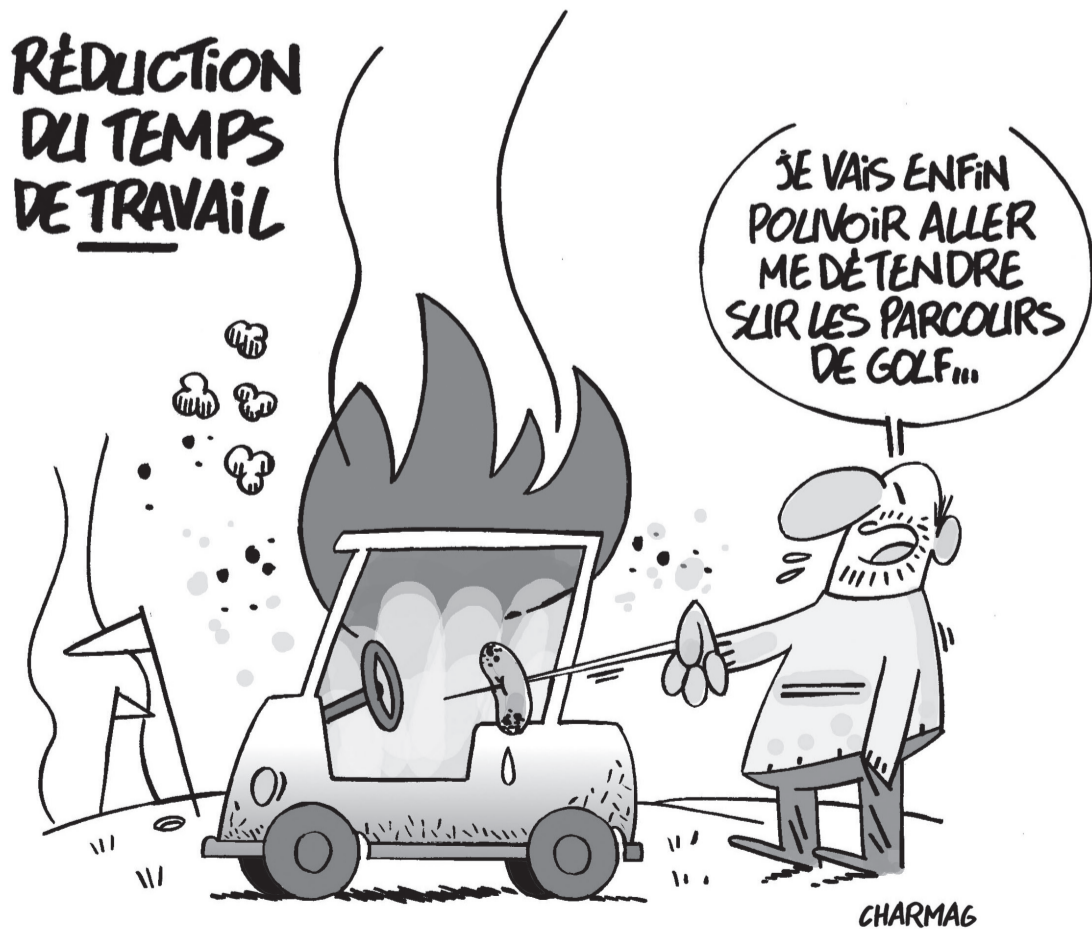
mettent en place des « plans de départs volontaires » dans leurs entreprises pour les plus âgéEs ! L'aspiration au temps libre (en opposition au temps au travail) est une réalité à ne pas sous-estimer. Réduire le temps de travail, c'est du temps, pour s'occuper de ses enfants, faire la cuisine, s'occuper des affaires de la cité, faire de la politique, du vélo, des voyages, des études, aller à la bibliothèque ou à la piscine....

La revendication de l'échelle mobile du temps de travail suppose une mobilisation des salariéEs et une incursion dans la propriété capitaliste. Nous disputons aux possédants l'organisation de la société, nous voulons décider nous-mêmes ce qu'il faut produire, comment et pour qui !

Nous n'avons pas de solution pour rendre ce système viable. Celui-ci est basé sur l'exploitation de la femme et de l'homme par l'homme. En soi, il n'est pas transformable mais nous pouvons et nous devons arracher des conquêtes sociales et offrir des perspectives pour le monde du travail face au déferlement de fermetures d'entreprises que nous connaissons. Nous avons d'autres solutions à proposer qu'un peu plus de misère et de chômage.

Ali Jonas

1 - Voir Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, chapitre 25.



LA POSTE La grève des travailleurs sans-papiers de DPD continue, le groupe La Poste en difficulté

Le 16 novembre, 70 sans-papiers ont débuté un mouvement de grève en installant un piquet devant leur lieu de travail, la plateforme colis du Coudray-Montceaux (91), appartenant à l'entreprise DPD, une des filiales du groupe La Poste dans le secteur du colis. La grève est entrée dans sa quatrième semaine : presque un mois de lutte avec tenue du piquet jour et nuit, alors que les conditions climatiques sont très difficiles.

Les dirigeants de La Poste continuent néanmoins de nier le fait que ces travailleurs travaillent ou ont travaillé pour le groupe. Leur version, mensongère, a malheureusement reçu l'appui du tribunal judiciaire d'Évry, qui a ordonné le 30 novembre, suite à une assignation en référé de la direction de DPD, l'évacuation du piquet situé sur le parking du site. Cette décision est d'autant plus inique qu'elle dénie à ces travailleurs, qui sont les plus précaires et les plus exploités, la possibilité de faire usage de leur droit de grève.



Détermination intacte, soutien grandissant

Pour autant, la détermination des grévistes est intacte. Ceux qui tenaient le piquet intérieur ont rejoint leurs camarades qui tiennent celui situé à l'entrée du site. L'ordonnance rendue par le tribunal d'Évry pourrait être une victoire à la Pyrrhus pour La Poste. La lutte des DPD a fait l'objet d'un reportage au 20 heures de France 2 (édition du 3 décembre), qui met clairement en lumière le système de sous-traitance en cascade dont sont victimes les travailleurs sans-papiers, et qui démonte le discours du groupe.

Autre élément, la solidarité en faveur des DPD s'élargit. Le collectif de soutien qui s'est créé compte, outre le CTSPV et les syndicats Sud, de nombreuses organisations politiques (NPA, LO, UCL, LFI, PCF, EÉLV, Le Printemps de Corbeil...), syndicales (Solidaires 91, Sud Poste 91, fédération Sud PTT, FSU 91, CNT-SO) et associations (interpro91, Cimade, LDH, La Maison du Monde d'Évry, RESF91...). Élargissement enfin de la lutte elle-même puisque les Chronopost d'Alfortville sont repartis en mouvement. En réalité c'est donc La Poste qui apparaît comme étant de plus en plus isolée.

Édouard Gautier

ANTIRACISME À Grenoble comme ailleurs, le droit au logement pour les migrantEs est un combat

Les migrantEs n'ont pas de logement, la municipalité dite « de gauche » répond avec des flics.

M ercredi 1^{er} décembre. Dehors, la pluie tombe sans cesse, glaciale. Dans la bibliothèque « Alliance », des migrantEs se sont mis à l'abri depuis la veille, avec l'aide de nombreux soutiens (comité de soutien des riverainEs, association Ici et maintenant, DAL 38, RESF, etc.). L'occupation est tranquille, le personnel de la bibliothèque est bienveillant, les familles récupèrent un peu des semaines passées sous tente dans le parc à côté, dans des conditions que la vague de froid rendaient désormais insupportables. La mairie de Grenoble, à majorité Verts-PG-PC-Ensemble, a bien sûr été contactée. Elle a promis de laisser les familles dormir ici le temps de trouver des solutions. Mais parmi les soutiens et les migrantEs, la tension n'est pas totalement retombée : l'expérience a montré que Piolle et ses éluEs n'hésitent pas à utiliser, en lien avec la préfecture, la manière forte pour dégager des migrantEs. Et que les organisations de soutien combattives sont considérées comme des ennemis.

Flics et bulldozers

En réalité, toute la matinée, la mairie a surtout négocié avec la préfecture. Elle a déposé plainte contre les occupantEs et demandé l'expulsion qui est lancée en milieu d'après-midi. A contrario du dialogue promis, ce sont brutalement des dizaines de policiers qui arrivent en tenue de combat. Puis un bulldozer de la mairie qui prétend raser le camp de tentes à côté du bâtiment. Réaction des soutiens, le bulldozer recule. Entrée en force de la police dans la bibliothèque, bousculades, lacrymos. Des parents sont sortis



YVES DELMONTE

brutalement, séparés momentanément de leurs enfants, cris, pleurs. La bibliothèque est évacuée, les migrantEs fuient pour beaucoup sous la pluie et dans le froid se réfugient à l'écart. La suite des événements reste dans le ton : un bus est annoncé pour emmener les migrantEs (« Non, vous ne saurez pas où, on leur dira dans le bus »), qui refusent pour la plupart. Le bulldozer revient raser le campement après que les lacrymos aient de nouveau repoussé les soutiens. Les habitantEs, aux maigres possessions détruites, vivent pour beaucoup une nuit d'errance dans le froid et sous la pluie.

Il faudra encore un large rassemblement le lendemain devant la mairie et une nouvelle installation de tentes sous son hall pour que la lutte paye et que les choses se débloquent petit à petit. La plupart des familles seront hébergées... Mais à 25 kilomètres de Grenoble, entraînant une nouvelle brutale rupture scolaire pour les enfants. Les autres auront droit à une semaine d'hôtel avant... la rue de nouveau ?

Les postures hypocrites de la mairie

Derrière les événements dramatiques, nous retrouvons en fait les fondamentaux des politiques menées face aux migrantEs par la plupart des mairies se réclamant « de gauche ». Elles se prétendent opposées aux politiques migratoires racistes du gouvernement. Piolle en a fait à plusieurs reprises un affichage tonitruant, accueillant même Cédric Herrou pour lui décerner une breloque. Mais elles ne font en réalité que les accompagner. Sans jamais s'investir sérieusement dans la résistance, elles participent à la chasse aux migrantEs, à leur harcèlement permanent, en négocient les modalités avec la préfecture... Piolle s'est même fait une spécialité de l'exigence de plus de présence policière à Grenoble, comme si celle-ci servait à protéger la population. Quand aux mouvements combattifs de solidarité, ils sont considérés au mieux

comme des gênes à écarter, au pire comme des adversaires à abattre. Concrètement, loin de la communication politicarde municipale, il y avait bien mercredi 1^{er} décembre deux camps opposés. Et face à nos maigres barricades de palettes, ce sont les lacrymogènes de la police de Macron qui ont ouvert la voie aux bulldozers de Piolle.

Le NPA, lui, continuera à défendre et construire une politique de résistance, de désobéissance, avec les migrantEs eux et elles-mêmes, unissant en soutien organisations politiques, syndicats, associations antiracistes et de défense des droits humains. Ce sera par exemple le cas samedi 11 décembre en manifestation pour le droit au logement (rdv à partir de midi devant la préfecture de Grenoble), puis le samedi suivant à l'occasion de la journée internationale des migrantEs. À Grenoble comme ailleurs, un toit, c'est un droit, liberté de circulation et d'installation!

CorrespondantEs



BRIEC (FINISTÈRE) Stop Amazon et son monde!

Si les luttes se développent à l'intérieur des sites du géant de l'e-commerce, ici et ailleurs¹, le refus de le voir s'installer dans nos territoires s'intensifie et ce particulièrement en Bretagne et en Finistère.

Mobilisation en continue

Contre « ce prédateur e-commerce », producteur de précarité, d'exploitation et de pollution, le collectif « Stop Amazon, ici et ailleurs » est mobilisé depuis de nombreux mois et varient les actions comme celle d'il y a quelques semaines qui a envahi le chantier du site et bloqué pendant une journée entière les travaux. De la même manière, durant la manif ce sont les éluEs

Ce sont au moins 200 personnes qui se sont retrouvées à Briec (Finistère) samedi 4 décembre pour affirmer le refus de l'installation de l'entrepôt d'Amazon dans la commune, mais plus généralement de ses effets prédateurs sur l'ensemble de la région.

qui ont été interpellés, complices et responsables, pour avoir adoubé la venue d'Amazon, éluEs de droite et de « gauche » dont la maire PS de Quimper et celui de Briec..

Panneaux revendicatifs et drapeaux ont fleuri sur la clôture du chantier de construction de l'entrepôt, et une pétition a été lancée pour exiger un référendum régional permettant enfin la consultation de la population. Plusieurs interventions ont dénoncé « le travail précaire », les « cadences infernales » et « l'enfumage



NPA

écologique » en insistant sur l'abandon récent du projet de plateforme logistique à Montbert en Loire-Atlantique, même s'il y a des risques d'installation

notamment en centre Bretagne.

À l'issue de cette manifestation, le collectif, qui s'est élargi à d'autres villes comme Brest et qui comprend associations, syndicats et partis politique dont le NPA, toujours très présent, va poursuivre son combat et développer bien des actions. La lutte contre le géant de l'e-commerce va s'intensifier car c'est une lutte contre le capitalisme, le productivisme et la mise à mal de l'humanité et de son environnement, en Bretagne comme ailleurs.

Correspondant 29

1 - Voir l'Anticapitaliste n°593.

TRANSPORTS À la RATP, des élections qui reflètent un état d'esprit combatif

Les élections syndicales de la Régie ont eu lieu fin novembre, selon de nouvelles modalités. Les résultats sont instructifs.

En 2018, la mise en place des CSE avait déjà réduit de presque de moitié le nombre d'élus. Insuffisant pour la direction de la RATP, qui a trouvé quelques syndicats pour signer un avenant réduisant encore le nombre de délégués élus : on passe de 28 CSE à 13. Il ne reste plus que 291 élus, pour une entreprise de plus de 48 000

salariés, dont 55 pour le département RDS Centres bus (soit les bus, les trams et leurs maintenances) qui regroupe à lui seul près de 18 000 salariéEs. Cette politique des CSE, accompagnée depuis 2018 par les trois syndicats représentatifs (UNSA, CGT, CFE-CGC), accélère la professionnalisation des appareils, leur bureaucratisme dans le cadre

ÉDUCATION NATIONALE **Travailler moins pour travailler touTEs, pour travailler mieux**

Gérard Longuet, qui s'y connaît bien en financement (occulte), vient de remettre un récent rapport du Sénat sur les moyens des politiques de l'enseignement scolaire. Celui-ci est particulièrement éclairant sur l'état des conditions de travail et des salaires des personnels de l'école aujourd'hui : salaires en berne, temps de travail en hausse.

À ce titre, la politique de Blanquer ne change pas de cap : faire des économies sur le dos de l'éducation des jeunes. C'est ce qui explique qu'il ait rendu à Bercy 800 millions d'euros en deux ans, pendant la pandémie. Le rapport du Sénat chiffre objectivement les serrages de ceinture que nous subissons depuis cinq ans.

20 ans de politique antisociale, c'est - 20% pour les salaires

Premier constat, les enseignantEs français ont perdu entre 15 et 25% de rémunération au cours des 20 dernières années. Le salaire des enseignantEs est inférieur d'au moins 15% par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE. Si les professeurEs certifiés sont mieux payés que leurs collègues des écoles, c'est grâce aux primes et aux heures supplémentaires. Ces dernières ont augmenté de 13% en lycée et 7% en collège sur ces 30 dernières années. Le rapport

chiffre le travail hebdomadaire d'unE enseignantE à 38,2 heures par semaine.

Cependant, le Sénat explique qu'il faut continuer à augmenter cette part d'heures supplémentaires pour faire face à la baisse globale de 17% d'élèves dans l'enseignement primaire. Car celle-ci est inégale suivant les années (pic démographique de 2010). On est bien loin d'imaginer que ce serait l'occasion d'expérimenter les classes à effectifs réduits. À ce titre, les dédoublements des classes de CP et de grande section sont précisément chiffrés et cela laisse entendre leur enterrement futur. Alors que nous subissons depuis deux ans une pandémie sévère, qui devrait entraîner des mesures sanitaires et pédagogiques immédiates (dédoublement des classes, embauche de médecins scolaires, infirmierEs, assistantes sociales...), les effectifs des personnels restent stables avec 70 créations d'équivalent temps plein sur 1,2 million d'emplois ! Ce que Gérard Longuet

semble reprocher à Blanquer, ce dernier avait réussi à diminuer le nombre de personnels ces trois dernières années. C'est la partie la plus politique du rapport : il savonne la planche du soldat Blanquer qui « termine moins bien qu'il n'a commencé ». Sa réforme du bac est jugée comme « sorte de mystère que personne ne parvient à élucider », qui renforce les inégalités territoriales et l'accès aux études supérieures.

Les restrictions budgétaires décrites dans le rapport du Sénat se font sur le dos des élèves. Le Sénat établit qu'il y a, en moyenne, 19 élèves par enseignantE dans l'élémentaire et 23 élèves au moins dans le préélémentaire (de 3 à 6 ans). Imagine-t-on une seule seconde que de tels effectifs permettent de mettre en place des pédagogies émancipatrices pour tous les enfants ?

Pour un plan d'urgence éducative!

Il faut arriver à amplifier les quelques frémissements de

mobilisation des personnels de l'éducation nationale pour mettre la question de l'École publique au centre des débats. À l'image de l'expression qui dit que « le meilleur moment pour planter un arbre c'était il y a vingt ans et le deuxième meilleur moment est aujourd'hui », il faut en faire de même pour l'École publique. Il faut immédiatement recruter des personnels pour diminuer les effectifs dans les classes, diminuer le temps de travail et créer des établissements à taille humaine. Il faut en finir avec la précarité dans l'éducation, c'est-à-dire titulariser sans condition et créer de nouveaux statuts (notamment pour les AESH et AED). Enfin, revaloriser de 20% les salaires dans l'ensemble de la fonction publique. Nous défendons cette politique de rupture radicale avec celles qui ont été à l'œuvre depuis au moins 20 ans. Cela passera par des mouvements de grève massifs, que nous appelons de nos vœux pour 2022.

Raphaël Greggan

SANTÉ **La colère se fait entendre face au désastre sanitaire**

D'autres rassemblements plus modestes ont eu lieu dans de nombreuses villes, parfois au niveau régional comme en Bretagne. Cette journée faisait suite à de nombreuses mobilisations catégorielles depuis plusieurs mois : sages-femmes, infirmières de bloc, infirmières anesthésistes, brancardierEs, personnels de réanimation, des urgences, pompiers, psychologues, secteur de la psychiatrie, etc. et aussi des grèves dans des cliniques, des Ehpad, pour les salaires et des embauches.

Un plan d'urgence pour l'hôpital

Partout, c'est le même constat : le système de santé se désintègre avec des fermetures de lits, de services, des conditions de travail insoutenables et des démissions en cascade. Le gouvernement se félicite d'avoir saupoudré quelques millions ici et là pour calmer les esprits. Mais cela ne résout rien, loin de là !

Samedi 4 décembre, plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Paris : délégations d'hôpitaux, personnels de santé, médecins, usagerEs, militantEs syndicalistes et collectifs, touTEs ensemble pour dénoncer la faillite du système de santé, et en premier lieu la situation désastreuse des hôpitaux publics.



L'hôpital public et l'ensemble du système de santé ont besoin d'un plan d'urgence avec non seulement une vraie reconnaissance salariale, au moins 400 euros d'augmentation pour touTEs, mais aussi un plan

de formation massif pour pouvoir embaucher les centaines de milliers de personnels qui manquent cruellement et rouvrir les lits, les services, les hôpitaux fermés depuis des années, et mettre fin à la précarité!

C'est la condition pour travailler correctement, avec humanité, ne plus avoir besoin de « trier » les malades, pour faire disparaître les files d'ambulances devant les urgences, et pour ne pas avoir à craindre en permanence qu'un afflux imprévu de malades, covid ou autres, paralyse tout le système... C'est l'ensemble du système de soins qu'il faut réorganiser en créant un grand service public incluant hôpitaux, cliniques, médecine libérale, pour en finir avec les déserts médicaux, ne plus devoir refuser des patientEs en détresse et assurer un égal accès aux soins à tous. Pour en finir avec l'hôpital entreprise, la santé n'est pas une marchandise!

La commission santé sécu social

AUTOMOBILE **Débrayage réussi dans l'usine PSA à Rennes**

Débrayage réussi ce vendredi 3 décembre 2021 à PSA Rennes à l'appel de la CGT, contre les samedis travaillés et les quarts d'heure supplémentaires quotidiens.

Vers la mi-novembre, la direction annonçait le changement d'horaires parce que « les salariés sont fatigués ». Jusqu'à présent nous étions sur un horaire de 5h30 jusqu'à 13h16 et depuis le 29 novembre cet horaire est passé de 6h à 13h46. Quelques jours après l'annonce du changement d'horaire, la direction, sans honte, annonçait un allongement d'horaire de 15 minutes quotidiennes pour les semaines 49 (6 au 10 décembre inclus) et 51 (20 au 22 décembre inclus). Cependant, la réussite des derniers débrayages (1^{er} octobre, 6 novembre et 20 novembre) doit lui avoir fait peur puisqu'elle n'a pas osé mettre son schéma habituel d'allongement d'horaire qui est de 30 minutes!



CGT PSA RENNES

Une démonstration vis-à-vis de la direction

Le vendredi 3 décembre, nous étions 55 grévistes de plusieurs secteurs de l'atelier montage, y compris des caristes. Cela a bien perturbé la production : 29 véhicules non produits soit l'équivalent, à un véhicule près, d'une heure de production. La vitesse de production est en effet de 30 véhicules/heure.

Après le rassemblement et la prise de parole, nous avons défilé dans le montage pendant environ une heure avec drapeaux et slogans revendicatifs. TouTEs les grévistes, dont une bonne proportion de femmes, sont très contentEs du débrayage. Une partie d'entre nous a continué le mouvement et est resté chez soi le samedi. Il faut noter et mesurer le fait que la direction avait mis plusieurs déléguéEs CGT au chômage cette semaine car elle voulait nous empêcher de nous organiser ! Malgré cela elle a perdu ! Les collègues se sont organiséEs et sont toujours très remontéEs contre les cadences et le calendrier de travail infernal imposés !

Il en faudra plus pour atteindre nos revendications : samedi au volontariat (donc payé en heures supplémentaires) ; créations de postes ; embauches en CDI ; remise en place de la deuxième équipe

Et ces débrayages ont montré à la direction qu'elle doit craindre notre riposte ! Dernier fait marquant, trois heures avant le débrayage, la direction annonçait que le samedi 4 décembre était annulé pour trois ateliers (emboutissage, ferrage et peinture), il n'y avait donc que le montage à travailler. Aurait-elle essayé de diviser pour désamorcer ? En tout cas, pour nous, elle n'a pas obtenu le résultat qu'elle souhaitait.

Continuons à nous organiser, la riposte paiera !

Correspondant NPA auto-critique

d'un prétendu « dialogue social » au service de la politique patronale¹.

Le message envoyé par les directions des appareils syndicaux à la RATP est clair : ils accepteront la comédie des négociations pendant la mandature de quatre ans à venir, particulièrement importante puisque les prochains mois verront les premiers pas de l'ouverture à la concurrence et du démantèlement du réseau de bus de petite couronne parisienne.

Effet différé de la lutte des retraites

Mais les résultats des élections livrent un tout autre tableau de l'état d'esprit des salariéEs eux-mêmes. La participation a largement augmenté par rapport à 2018, pour retrouver les niveaux précédents, environ 60% de votantEs. La CGT gagne plus de 2000 voix et redevient

première organisation syndicale à la Régie. L'UNSA, qui s'est positionnée en championne du « dialogue social responsable » et pro-patronal recule en pourcentage et en nombre de voix. FO fait une percée, surtout due au fait qu'elle a aggloméré différents « petits » syndicats localistes et souvent corporatistes (Rassemblement syndical dans les dépôts de bus de la banlieue Nord, Sud RATP qui n'a rien à voir avec la fédération Solidaires, ou l'UNSA métro). C'est le résultat de la lutte contre la réforme des retraites qui a permis à de nombreux et nombreuses salariéEs de mener la bagarre, de se mettre en grève et d'organiser celle-ci. C'est aussi une mise en garde en ce qui concerne l'ouverture à la concurrence.

Ces résultats indiquent un l'état d'esprit combatif d'une fraction croissante des salariéEs. La grève contre le projet de

retraite à points, victorieuse, a laissé des traces. La semaine passée, Les agentEs ont encore reçu une note interne : dans le cadre des appels d'offres à venir, celles et ceux qui refuseraient leur transfert seraient automatiquement licenciéEs ! Une pression inacceptable pour faire baisser conditions de travail et rémunération. Des raisons d'être en colère et de le montrer, il y en a ! Cette offensive patronale ne se fera pas dans le cadre étroit des CSE. Les agentEs de la RATP ont intérêt à tisser des liens sans attendre avec l'ensemble des salariéEs du transport actuellement en lutte : RatpDev dans le Loiret, TCL-Keolis à Lyon ou Transdev dans le 77 et le 91.

Marina Kuné

1 - Lire, sur notre site, Marina Kuné, « Nouvel accord sur les CSE à la RATP », 27 mars 2021, en ligne sur <https://lanticapitaliste.org/actualite/entreprises/nouvel-accord-sur-les-cse-la-ratp>.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

#Poutou2022**Parrainages : voir des maires, semer pour récolter ensuite**Entretien avec **Salomé**, du comité Orléans.**Ce n'est pas ta première campagne ?**

Non, la première c'était en 2012 à Aix-en-Provence, quand j'étais à la fac, je suis partie à la chasse aux signatures dans les Alpes. En 2017, j'étais sur Narbonne et aujourd'hui, à Orléans. Nous sommes un tout petit comité, mais nous sommes toutEs allés sur les routes du Loiret, sauf un à cause de problèmes de santé mais il nous aide sur les tâches de préparation des tournées.

Où en êtes-vous ?

Sur les 325 communes du Loiret, nous sommes passés dans au moins 92 d'entre elles, avec 28 maires vus, et six qui sont encore hésitantEs. ChacunE a ses stratégies (samedi, dimanche, sauts de puce après le travail pour les communes pas trop éloignées d'Orléans, matinées complètes), selon ses dispo professionnelles ou personnelles. Malgré plusieurs tournées, nous n'avons encore aucune promesse, mais des maires indécis, qui ne savent pas encore s'ils parraineront, et si oui, pour qui. Les maires sont dégoûtés... Ils se disent en première ligne face à la détresse sociale de leurs administréEs, et ils se plaignent que les grands élus ne les écoutent pas, il y a des « embrouilles » dans les communautés de communes, entre les grosses communes et les plus petites. Alors en plus ce système des parrainages, c'est un peu la goutte d'eau !

C'est donc vraiment compliqué dans votre département ?

Le Loiret est un département à droite, peu de maires de sensibilité de gauche, ou alors dans les grands bastions urbains, mais alors là, ils sont encartés. Au nord du département, les maires sont souvent des propriétaires de grosses exploitations céréalières, pas très proches de nos positions contre l'agriculture non productiviste. Et puis, il faut les trouver ! Le maire qui avait donné son parrainage à Philippe en 2017, on n'a pas encore réussi à le trouver. Une fois, on nous avait indiqué qu'il était dans un champ à faire de la paille. On n'a jamais trouvé le bon champ !

On est allées dans le sud-est du département, il y a des noyaux militants un peu gauche écologues, dans des secteurs où sont implantées des centrales nucléaires.

Y a-t-il des sujets particuliers de discussion ?

Les maires sont très contents de nous voir en général, ils sont sensibles au fait qu'on se déplace. Ils nous disent que les mails, ils ne les lisent même pas, et qu'ils se font harceler au téléphone, notamment par les comités Zemmour. Ils nous écoutent poliment la plupart du temps. Il faut les rassurer quant à leur peur que leur parrainage puisse être considéré comme un soutien politique. On leur rappelle le scandale de ce système anti-démocratique, que ces 500 parrainages, c'est notre premier tour. Certains sont d'accord pour dire que oui, la candidature de Philippe est légitime, que c'est un candidat d'en bas mais de là à signer... Sur certains secteurs, il y a des petites boîtes qui ferment, ce n'est pas des milliers d'emplois mais souvent, c'est la seule boîte qui donnait du boulot. Et Philippe, il connaît !

Vous gardez le moral ?

Bien sûr, nous voulons apporter notre pierre ou nos pierres aux 500 ! À chaque réunion du comité, nous faisons le point, nous partageons notre savoir-faire, notamment auprès des nouveaux et nouvelles militantes. Nous en sommes aux semailles et bientôt arrivera la récolte !

**Conseil politique national****#Poutou2022 : le NPA en campagne**

Le Conseil politique national (CPN) s'est réuni les 4 et 5 décembre. Il a principalement discuté de la situation politique et sociale et de la campagne présidentielle, adoptant une motion dont nous publions des extraits ci-dessous.

Dans le contexte d'une campagne présidentielle toujours marquée par une offensive des idées les plus réactionnaires et une absence de perspectives politiques pour notre camp social, la campagne de Philippe Poutou est arrivée à s'installer plus rapidement que ce à quoi nous pouvions nous attendre.

De réelles possibilités

L'écho et la médiatisation qu'a entraînés la polémique publique autour de « la police tue » et la menace de plainte par Darmanin se trouvent confirmés depuis plusieurs semaines. En comparaison de 2012 et 2017, l'intérêt public pour notre candidat, sa médiatisation plus importante (dans des supports de premier plan), l'affluence importante à cette étape de la campagne dans nos meetings (550 à Paris il y a un mois et demi, 500 à la fac de Toulouse et 400 en ville, 300 à Strasbourg, 350 à Rennes...), la circulation de nos prises de position et de notre matériel sur les réseaux sociaux... sont autant d'indicateurs de la légitimité de notre présence dans cette élection présidentielle et de l'aspiration qu'elle pourrait incarner à son échelle. [...]

Ce qui est devant nous est la possibilité réelle que notre campagne présidentielle rencontre un écho plus grand que les précédentes, que nous soyons en situation de passer d'une sympathie affichée pour Philippe Poutou à une adhésion plus grande aux idées qu'il porte résolument, et que ces prochains mois permettent d'avancer dans le regroupement politique de notre camp social, modestement, à notre échelle, mais en franchissant une étape importante pour notre propre organisation.

Sur les routes pour assurer notre candidature

Pour rendre cela possible, la condition sine qua non reste l'obtention des 500 signatures. [...] À cette étape, notre principale réponse reste donc de mettre le maximum de monde sur les routes ces prochaines semaines,



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

d'enregistrer non seulement le maximum de promesses mais aussi de contacts avec des maires hésitantEs que nous pourrions revoir lors de la période de conversion en février. Dans ce cadre, le CPN doit assurer la réussite du prochain week-end rouge les vendredis 10, samedi 11 et dimanche 12 décembre. Le point doit être fait cette semaine dans toutes les instances et tout militantE qui peut partir doit avoir les moyens de partir (même s'il faut louer des véhicules). Les camarades qui ne peuvent pas du tout partir (pour des raisons de santé notamment, mais quelles qu'en soient les raisons) peuvent se rendre utiles de plein d'autres manières à discuter avec les camarades qui coordonnent l'activité dans les territoires. Cette mobilisation doit continuer la première semaine de vacances scolaires.

En campagne pour populariser #Poutou2022

En écho aux apparitions médiatiques de notre candidat, notre campagne politique doit pénétrer plus profondément le NPA, notre activité militante ne pouvant se résumer à la seule recherche des parrainages (même si elle reste l'activité qui rend tout possible). La sortie récente d'une première série de matériel de campagne (4 pages de campagne, premier jeu d'affiches) doit être l'occasion d'une invitation

à ce que l'ensemble des militantEs, de notre sphère sympathisante et de nos contacts, popularisent autour d'eux notre candidature. La semaine du lundi 13 décembre, avec comme aboutissement le week-end des samedi 18 et 19 décembre, doit être marquée par l'intervention et l'apparition du plus grand nombre de militantEs autour du mot d'ordre #Poutou2022 : collages des affiches de campagne, diffusion du 4 pages dans l'espace public, aux portes des entreprises et grands services publics, dans les quartiers (y compris dans des cadres de regroupements assurant une plus grande visibilité), mise en ligne de photos et vidéos de nos activités sur les réseaux sociaux du NPA et des militantEs... Le NPA est bel et bien en campagne et doit le faire savoir (cela à la veille d'une quinzaine de jours où l'on sait d'expérience que l'activité sera de toute façon ralentie pour toutes et tous).

Organiser la révolte et la sympathie déjà rencontrées dans des comités de campagne

Ainsi dès cette étape, ce sont déjà des centaines de personnes que nous avons rencontrées, en particulier dans des réunions publiques réussies, personnes qui ont manifesté leur souhait de rester en contact avec le NPA, voire de participer à nos activités. Sans plus attendre, il faut donc tenter d'en



Agenda

Vendredi 10 décembre, réunion publique du NPA avec Pauline Salingue, Orléans. À 20 h, salle Eiffel, 17, rue de la Tour-Neuve.

Samedi 11 décembre, fête du NPA 92 avec Philippe Poutou, Nanterre. De 17 h 30 à 2 h, meeting à 19 h 30, Ciné'Art, 5 bis, rue des Anciennes Mairies (RER).

Jeudi 16 décembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Beauvais (60). À 20 h, amphithéâtre du Pré-Martinets.

Lundi 17 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rouen. À 20 h, à la Halle aux Toiles, 19, place de la Basse-Vieille-Tour, M° Théâtre-des-Arts.

faire des acteurs et actrices de notre campagne qui doit devenir la leur. Il nous faut donc leur ouvrir grand les portes. Pour cela, il faut tester la possibilité dès maintenant d'impulser des comités de campagne se réunissant régulièrement, de faire militer cette sphère actuellement sympathisante de Philippe Poutou et de sa campagne. Des réunions régulières pour discuter de l'actualité politique, de la construction des différentes échéances de mobilisation et de l'organisation au plus près des interventions de campagne et autres apparitions. Pour le NPA, l'enjeu de ces prochains mois reste de montrer que la campagne Poutou n'est pas une candidature de témoignage, mais qu'elle a toute son utilité pour notre camp social : non seulement dans l'expression d'une fraction radicale de celui-ci, mais aussi pour avancer dans son organisation concrète.

Tribune**Pour une « maison commune » révolutionnaire**

Lors du comité exécutif du lundi 8 novembre, nous avons voté contre la signature par le NPA de l'appel « à une assemblée de collectifs et réseaux anticapitalistes et alternatifs jeudi 11 novembre 2021 » et contre l'adresse qui a été faite à cette occasion aux autres forces partie prenante. Tout d'abord, les camarades du « regroupement des 3-4 octobre » partie prenante de cet appel l'ont imposé à l'ensemble du parti. En effet, nous en avons découvert l'existence lors du comité exécutif du 1^{er} novembre, au cours duquel il a fallu exiger également la liste des signataires. Nous avons exprimé d'emblée notre opposition. Mais le vote n'a eu lieu que le lundi suivant lors d'un CE extraordinaire d'une trentaine de minutes, alors qu'il fallait décider la signature d'un texte au nom du NPA, dont l'orientation stratégique

est la construction d'un cadre permanent social et politique, avec les réformistes, orientation largement minoritaire dans le parti. Et précisons, afin de ne pas laisser libre cours aux accusations « de sectarisme », que nous proposons que le NPA aille « en observateur » à cette rencontre et à ces discussions. Cette démarche de « maison commune » présentée comme « anticapitaliste » est aujourd'hui largement minimisée par les camarades au sein de l'exécutif. Pour tant signer cet appel, qui déclare explicitement : « il est urgent de former une "maison commune", un espace commun, coopératif et pluraliste (...), revient bien à co-organiser et valider politiquement une assemblée avec d'autres forces avec lesquelles nous sommes en désaccord sur des questions aussi importantes que : l'actualité de la

révolution, notre rapport à l'État et à la propriété privée, la nécessité de construire un parti révolutionnaire, la centralité de la classe ouvrière, la prise du pouvoir et le projet communiste. En désaccord également sur la nécessaire campagne du NPA et de son candidat Philippe Poutou à la présidentielle et demain sur l'importance de la présence des révolutionnaires aux législatives et donc du NPA. Ne pas faire « maison commune » telle qu'on nous la propose, ne veut pas dire ne pas faire front commun, unité d'action avec leurs militantEs et leurs organisations sur des revendications précises pour construire le rapport de forces contre le gouvernement et le patronat. La campagne Poutou nous offre aujourd'hui la possibilité de nous adresser largement à l'extérieur, auprès des jeunes, des travailleuses

et des travailleurs. Nous avons réussi, non sans mal, à nous regrouper largement au sein du NPA pour mener cette campagne. Ne forçons pas des débats qui nous divisent et qui pourraient fragiliser le cadre commun autour de la campagne du NPA à la présidentielle. La campagne du NPA doit se poursuivre pour permettre de construire le parti dont nous avons besoin et qui défende nos perspectives anticapitalistes et révolutionnaires. Avec le succès des efforts communs déployés dans cette campagne, nous pouvons espérer en sortir renforcés. Le NPA pourrait alors devenir un pôle révolutionnaire capable d'attirer une partie des militantes et militants déçus des partis réformistes, condamnés à vivre en petits cercles. **Armelle Pertus, Aurélien, Gaël Quirante, Marie-Hélène Duverger, Zara, membres du comité exécutif, Plateforme 5**

Essai

Les grandes oubliées : pourquoi l'histoire a effacé les femmes, de Titiou Lecoq

Éditions L'Iconoclaste, 324 pages, 20,90 euros.

L'Autrice n'est pas historienne, mais voilà un livre qui raconte une histoire ou une manière de raconter l'histoire qu'il nous faut faire connaître. En vrai, l'histoire officielle est pour une bonne part mensongère et trafiquée, faite d'oublis ou d'invisibilisations. C'est vrai en ce qui concerne les luttes sociales en général et pour les combats contre les oppressions, notamment celui des femmes pour l'égalité, pour leurs droits, pour leur dignité, pour leur vie.

Les hommes ont pris toute la place

Titiou Lecoq raconte ou explique avec humour et ironie, avec colère aussi bien sûr, elle nous fait découvrir des portraits de femmes, des vies, des événements, des situations entre la préhistoire et aujourd'hui. Elle cite tout le long du livre des références de travaux réalisés par des chercheuses et des historiennes. L'axe c'est à quel point les femmes ont été opprimées, rabaisées, insultées, maltraitées, détestées, assassinées, violées... Elles ont été mises de côté, effacées, invisibilisées. Pas seulement leurs luttes ou leurs revendications mais carrément leurs vies, leurs œuvres, leurs carrières.

Les hommes ont pris toute la place, sans scrupules, tout en violence. Mais cette histoire n'est pas rectiligne, on ne part pas du pire vers le progrès, il y a des hauts et des bas, des moments de progrès et des moments de reculs : préhistoire, Moyen Âge, Renaissance (qui n'est en rien progressiste pour



les droits des femmes), époques « modernes »... Même les épisodes qu'on croirait progressistes comme le siècle des Lumières (avec des philosophes pas si lumineux que ça), la révolution française de 1789 (refusant de déclarer les droits des femmes) ou encore le 19^e siècle entre révolutions industrielles et sociales (refus du droit de vote...), ont leurs doses de misogynie, d'oppression, de violences terribles contre les femmes, qu'elles soient riches ou pauvres d'ailleurs, car globalement, la domination masculine provoque des dégâts semblables parmi toutes les classes sociales.

Et puis il y a l'histoire de la langue française avec ses moments réactionnaires, traduisant les reculs dans la société, comme la règle du masculin qui « l'emporte » (invention relativement récente) ou les noms de métier masculinisés après avoir existé au féminin, prolongeant ainsi la domination des hommes dans la société. Le

lien est fait avec les réacs du jour, contestant la « féminisation » de la langue alors qu'il s'agirait tout simplement de la « démasculiniser ».

Hommage aux oubliées

L'autrice Titiou Lecoq rend hommage à ces femmes, quelle que soit l'époque, qui ont lutté ou essayé de vivre, chacune à leur manière. Bien sûr, l'histoire récente est illustrée par des détails plus importants, avec des portraits et des récits plus détaillés, depuis la Révolution française notamment. On peut retenir l'histoire d'une grève à Limoges, en 1905, dans une usine de porcelaine, contre un ingénieur, harceleur et agresseur sexuel sur les ouvrières. Une lutte qui obtiendra le départ du type. Ou aussi le fait qu'au 18^e siècle il y

avait de nombreuses femmes écrivaines qui ont été complètement effacées par la suite, y compris leurs romans, comme des femmes peintres (peintresses) avaient elles aussi été effacées. Sans oublier la chasse aux sorcières du 17^e siècle, avec ces milliers de femmes exécutées, assassinées parce que femmes.

Ces 324 pages sont enthousiasmantes, pleines de ces histoires dramatiques et révoltantes, pleines d'hommages avec tous ces noms et ces vies d'artistes, d'intellectuelles, de journalistes, de militantes. Et pour en savoir plus, ça le mérite, il y a de quoi avec un grand nombre de notes qui renvoient à des livres anciens ou récents, pour beaucoup écrits par des femmes historiennes.

Philippe Poutou

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com – contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture : Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Beau-livre

Le 12 décembre 1981 : le décret entérinant l'abandon du projet de centrale nucléaire à Plogoff paraît au Journal officiel. C'est l'issue d'un combat de plusieurs années. 40 ans après, un livre revient sur cette lutte emblématique et en souligne la brûlante actualité.

Le livre

C'est un bel objet, cartonné souple, coloré et rempli de photos du site, des événements, des personnages. Des articles courts permettent à une quinzaine de contributeurs de mettre en évidence différents aspects de la lutte, sous la coordination d'un trio incarnant la bataille de Plogoff.

Les auteurs

Jean Moalic, d'abord, militant actif avant et après Plogoff, actuel président de l'association Plogoff mémoire d'une lutte, il a été en première ligne de 1974 à 1981. Fañch Le Hénaff, affichiste, a été militant durant les événements. Gilles Simon, enfin, par ailleurs auteur d'une thèse en sciences politiques sur Plogoff, l'apprentissage de la mobilisation sociale (un livre extraordinaire, aux Presses universitaires de Rennes, comme

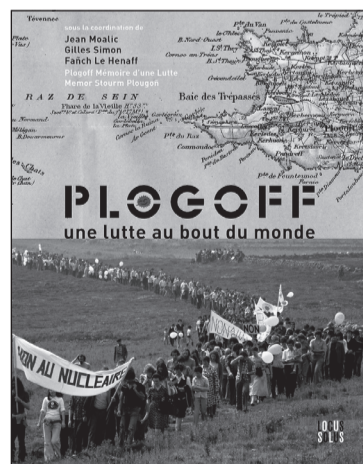
Plogoff, une lutte au bout du monde

Sous la coordination de Jean Moalic, Gilles Simon, Fañch Le Hénaff. Éditions Locus Solus, 176 pages couleur, 27 euros.

une modélisation d'une lutte victorieuse !). Parmi les 15 contributeurs, de nombreuses références dans les milieux militants (Gérard Borvon) et universitaires (Tudi Kernalegenn)...

Les (autres) acteurs

Le « peuple de Plogoff » est lui, omniprésent dans l'ouvrage, sur toutes les photos qui rappellent la lutte, son ancrage dans la population, l'engagement des femmes dans la lutte, y compris face aux forces de répression, les affrontements avec la police, les grandes manifestations, la plus célèbre étant celle de la baie des Trépassés en mai 1980, avec 100 000 personnes et les moutons du Larzac ! Acteur de pierre et de lande, éperon le plus avancé, au sud de la Bretagne, qui se termine par la pointe du Raz, face à l'île de Sein, c'est le cap Sizun dans son entier qui s'est levé contre la centrale. Dans chaque village des comités de résistance se sont mis en place, s'exprimant par une explosion



graphique au travers d'une abondante production d'affiches et d'autocollants fleurissant sur les autos de toute la région (largement présents dans le livre) !

Bilan et perspectives !

L'ouvrage n'est pas seulement une célébration ou un simple album de famille : c'est un outil militant qui doit donner de la force, montrer

que gagner est possible, tracer une voie, celle du combat déterminé (ô combien) de la multitude des sans-grades. Les actuels opposants au nucléaire y trouveront des arguments, les ressources de l'expérience, pour se motiver et ne rien lâcher.

Le livre se termine d'ailleurs par une invitation à poursuivre la lutte, avec l'appel de Plogoff du 30 août : « Nous appelons chaque citoyen à continuer la lutte antinucléaire au moment où EDF et les pouvoirs publics présentent faussement le nucléaire comme une énergie verte et décarbonée pour lutter contre le réchauffement climatique, proposent de construire 6 réacteurs nucléaires EPR alors que le chantier de Flamanville accumule les malheurs et les retards, choisissent de prolonger les 56 réacteurs actuels pendant encore 20 ans, accélèrent le projet de stockage souterrain de déchets radioactifs à Bure dans la Meuse pour justifier la poursuite du programme nucléaire ».

Vincent Gibelin

Roman

Ces femmes-là, de Gérard Mordillat

Éditions Albin Michel, Le Livre de poche, 396 pages, 8,20 euros



« Une loi votée récemment contraignait les chômeurs à travailler bénévolement sur les chantiers du gouvernement s'ils voulaient continuer à percevoir leurs allocations et bénéficier des droits sociaux. Un système de bracelets électroniques permettait un contrôle drastique de leur assiduité à l'emploi » : non, ce n'est pas encore tout à fait la situation dans notre pays mais celle que Gérard Mordillat sent venir et qui sert de contexte à *Ces Femmes-là*. Sorti en 2019, avant l'épisode des Gilets jaunes, avant les lois liberticides et les mesures islamophobes prises par le gouvernement Macron, et récemment réédité au Livre de poche, cette dystopie nous happe du début à la fin (qui n'en n'est peut-être pas une).

Appel à la résistance joyeuse et sans concession

Nous sommes en 2024, quelques mois avant les Jeux olympiques, et un régime autoritaire dirige la France : les médias sont au service de l'État, les forces de l'ordre paramilitaires sont omniprésentes, les droits sociaux sont bafoués, la censure et les emprisonnements des opposants sont légion... Le gouvernement (faisant une grande place aux représentants du patronat et de l'armée et auquel participent quelques ex-socialistes) a décidé d'expulser toutEs les musulmanEs, et dans un premier temps de les installer dans des ghettos. Devant cette accélération de la dérive dictatoriale, voire fascisante, le syndicat (il en reste encore un, vitrine démocratique oblige), des parents d'élèves, des militantEs divers organisent alors une immense manifestation de protestation. En face, les pro-gouvernementaux organisent la leur. Un groupe d'extrême droite, sachant la passivité des forces de répression (c'est un euphémisme) à leur endroit, va tenter de tuer les dirigeants syndicaux en tirant sur la tête de manif. Un groupe islamiste veut faire de même vis-à-vis l'autre rassemblement. Un groupe anarchiste a décidé lui de s'en prendre aux responsables et va s'attaquer au siège du patronat.

Dans ce roman choral, Mordillat donne chair à une cinquantaine de personnages : des prolétaires aux ministres, des adolescents aux grands-parents, des femmes aguerries et inflexibles aux amoureuses transies. Tour à tour elles¹ racontent ces trois jours – avant, pendant et après la manifestation, la répression sauvage et le chaos qui s'ensuit.

Si les personnages masculins (au pouvoir dans les différents groupes en présence) sont bien dépeints avec leurs contradictions, c'est le parcours en accéléré des femmes, leur émancipation, qui intéresse et touche. Femme de, amie de, sœur de, maîtresse de, employée de, c'est une immense et impétueuse vague de « je », libératrice, collective et solidaire, qu'elles lancent au monde.

In fine, Ces femmes-là nous appellent à la résistance joyeuse et sans concession face aux dangers qui montent.

Jean-Paul Debost

1 – Spéciale dédicace à Jean-Michel Blanquer

Philippe Poutou à Rennes : un carton !

Philippe Poutou en meeting à Rennes, c'est toujours une réussite... Mais là, le 2 décembre, il faut avouer que nous avons été rapidement débordés !

Avant l'heure indiquée, la salle était pleine et des dizaines de personnes se massaient devant l'entrée. Dans cette salle bondée, beaucoup de camarades, d'amis, que nous côtoyons au quotidien dans les luttes à Rennes, et aussi beaucoup de têtes nouvelles. Et malgré des conditions très difficiles, la grande majorité des personnes présentes, pour la plupart jeunes, sont restées jusqu'au bout et ont même tenu à passer du temps, après les prises de parole, autour de la table de presse ou autour d'un pot, et surtout autour de Philippe pour échanger, parler de politique, dans une ambiance sereine et sympathique, chaleureuse même.



NPA

Nos amiEs, nos camarades !

La première partie, dans un meeting, c'est un reflet de nos luttes, de nos préoccupations, au cours de laquelle s'expriment des camarades, membres du NPA ou non, pour illustrer les activités du parti ou les luttes que

nous partageons. Sous la conduite de C. et T., chargées d'animer la réunion, prirent la parole R. une camarade du Collectif des sans-papiers (CSP35), pour dire la place particulière des femmes migrantes dans les luttes pour la régularisation, P. du NPA jeune, pour exposer l'importance des mobilisations de la jeunesse, de la convergence des luttes et de l'engagement des jeunes en politique,

E. du NPA jeune également, pour faire le point sur les luttes des personnes handicapées, notamment pour la déconjugalisation de l'AAH. Et puis, à la suite de l'intervention de Philippe, Awa Gueye, du collectif Justice et vérité pour Babacar, est intervenue pour rappeler l'histoire de son petit frère, assassiné à Rennes par la police, voilà 6 ans presque jour pour jour, et pour appeler au rassemblement du samedi 4, montrant que la lutte continue.

Un candidat utile !

C'est donc devant une salle pleine comme un œuf – avec des gens dans le couloir, des gens dehors, écoutant par la fenêtre ! – que Philippe a pris la parole. Une intervention longue, posée, bien structurée, déroulant tous les aspects qui font de notre candidature un outil utile dans le débat politique et dans la mobilisation sociale et politique que nous appelons de nos vœux et que nous travaillons à construire. Ainsi, face

à des centaines de visages attentifs tournés vers la tribune, Philippe a pu dénoncer nos ennemis, nos adversaires, les riches, les très riches, les fachos et les réacs, la gauche institutionnelle qui n'est plus jamais de gauche quand elle arrive au pouvoir (comme à Rennes et à Bordeaux !). Il a pu aussi expliquer que face à la crise sociale, politique, climatique, écologique, nous n'avons pas le choix, il faudra rompre avec le capitalisme, reprendre les richesses pour avoir, toutes et tous, de quoi vivre, partager le travail, en abaisser radicalement la durée, prendre le pouvoir pour que la population décide par elle-même quels sont ses besoins et la manière de les satisfaire.

Marcher ne suffit pas !

Philippe l'a dit et redit, nous savons bien que ce ne sont pas les élections qui apporteront une solution. Tous nos acquis (nos conquies !) sociaux et politiques, c'est par en bas qu'ils ont été arrachés, en 1936 ou en 1968... Il faudra compter sur nos luttes, sur notre engagement. Pour cela, assister à un meeting, participer à une manifestation, ne suffira pas ! Alors, le comité du NPA de Rennes a distribué, comme d'habitude, des feuilles de contact, invitant les assistantEs au meeting à laisser leurs coordonnées. Mais cette fois, pour tenter de ne pas perdre la magnifique énergie qui s'est exprimée au cours du meeting, nous avons d'ores et déjà fixé un rendez-vous le jeudi 9 à celles et ceux qui veulent en savoir plus et, pourquoi pas, s'engager dans cette campagne à nos côtés pour renforcer l'impact de cette voix qu'ils et elles ont semblé tant apprécier ce soir !

NPA Rennes

Sur le terrain

Avant le meeting, Philippe Poutou est allé rencontrer des sans-papiers, sans logement, actuellement mis à l'abri, à l'initiative des étudiantEs de l'université de Rennes 2, dans des salles de cours de la fac. Philippe et la délégation du NPA ont écouté attentivement le témoignage des familles et des militantes associatives qui les accompagnent dans leur lutte. Interrogé par un père de famille qui lui demandait, en tant qu'homme politique, vous en pensez quoi, Philippe a remercié les familles et les associations pour leur invitation et leur a fait part de notre engagement pour la liberté de circulation et d'installation, et les a assuré de son soutien, et de l'engagement du NPA pour construire les mobilisations à leurs côtés.

STRASBOURG Organisons-nous, rejoignez-nous pour changer cette société !

Salle comble à Strasbourg le 30 novembre pour notre camarade Philippe Poutou. Plus de 300 personnes présentes dans la salle du FEC au centre ville.

Malheureusement beaucoup trop de monde n'a pu y accéder. Le public était principalement composé de jeunes soucieux et soucieuses de leur avenir, interpellés par les ravages de la crise sociale amplifiée par la crise sanitaire. Le travail de collage et de diffusion de tracts sur la fac par les militantEs du NPA a permis de toucher cette population demandeuse de solutions pour son avenir. Une conférence de presse a lieu avant le démarrage du meeting.

Inciter les millions d'opprimés à se révolter

Isabelle, Camille et Alain, membres du NPA, sont d'abord intervenus sur l'écologie avec des exemples locaux d'emprise des capitalistes sur nos vies et sur la biodiversité. La dernière intervenante a abordé la situation des chemins de fer, du personnel de la santé, de la Guadeloupe et de la Martinique. Puis Philippe, après avoir dénoncé entre autres la situation particulière réservée par les médias aux « petits » candidatEs, a développé les thèmes de sa campagne, de notre campagne : crise sanitaire,

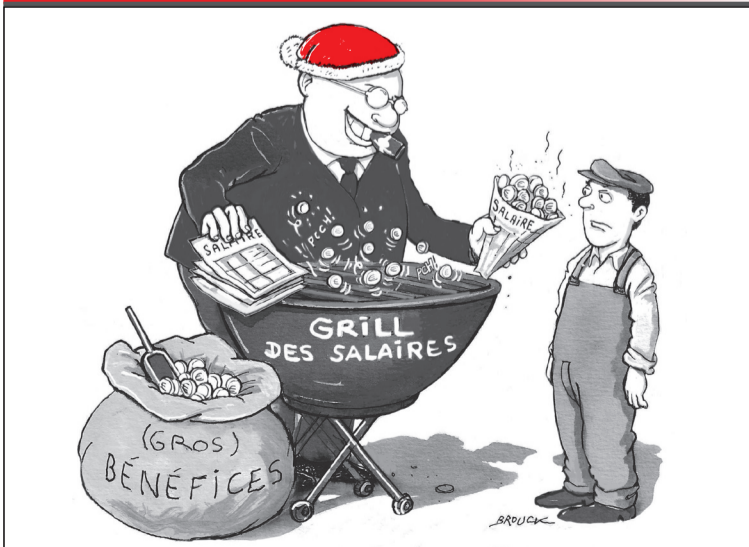
antifascisme, violences policières, immigration, expropriation des capitalistes qui gèrent l'énergie, notre argent, les transports, non sans avoir insisté longuement sur l'intérêt de se présenter à l'élection présidentielle afin d'inciter les millions d'opprimés à se révolter, à prendre en main leur destin puisque les partis dits de gauche traditionnels ont failli en la matière depuis des décennies. Une des questions soulevées par un jeune participant a été particulièrement originale : « *Peut-on être communiste tout en étant bourgeois, non issu de la classe ouvrière ?* » Bien sûr, bien au contraire a répondu et développé Philippe en citant l'exemple de Marx et d'Engels. Avant de nous quitter, l'Internationale a résonné dans les murs de cette très belle salle appartenant au foyer des étudiants catholiques ! Une longue séance de dédicace a clos cette belle soirée dynamique et enthousiaste. Il reste à nouer des liens avec cette jeunesse, dont beaucoup ont laissé leurs coordonnées, avide d'obtenir des victoires dans leur quotidien.

CorrespondantEs



NPA

L'image de la semaine



Vu ailleurs

LA CNIL DEMANDE DES COMPTES SUR LE PASS SANITAIRE.

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a publié ce 30 novembre 2021 son quatrième avis sur les conditions de mise en œuvre des dispositifs de lutte contre le Covid-19, soit principalement le pass sanitaire. Un texte adressé au Parlement, mais qui interpelle directement le gouvernement sur le manque de données disponibles pour évaluer ces mesures. [...]

Au milieu des quelques défauts d'information constatés et de rappels routiniers, le gendarme du numérique se fait plus ferme contre le gouvernement et « insiste sur la nécessité que les éléments qui permettent d'apprécier l'efficacité des traitements susmentionnés lui soit rapidement transmis, afin de continuer l'exercice de sa mission. En effet, malgré plusieurs demandes, une telle évaluation n'a, à ce jour, pas été transmise à la Cnil. À cet égard, elle tient à souligner que l'utilisation des dispositifs précités reste conditionnée à des garanties relatives à leur efficacité. » Le paragraphe est en gras, à la fin du texte.

Cette doléance insistante de la Cnil n'est pas récente, mais le ton monte. Dès son premier avis en septembre 2020, la commission « demande que des indicateurs soient mis en place ».

Le deuxième en janvier 2021, « estime qu'il est indispensable de développer des initiatives et des indicateurs permettant d'évaluer pleinement l'effectivité sanitaire du dispositif dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19 ».

Et le troisième en juin 2021 « attire l'attention du Gouvernement sur la nécessité de produire des éléments permettant d'évaluer pleinement l'efficacité des fichiers mis en œuvre [...] plus d'un an après le début de la crise sanitaire ».

Cette demande appuyée est, pour l'instant, restée lettre morte. La mise en place du pass sanitaire comme principale mesure du gouvernement pour lutter contre le Covid-19, bien qu'appuyée par le conseil scientifique à plusieurs reprises, n'a pour l'instant pas fait l'objet d'analyse chiffrée.

Les preuves de résultats brandies par le gouvernement sont surtout les gains massifs de vaccination suite aux différentes annonces de mise en place et d'extension du dispositif. Notamment avec la périssabilité du pass sanitaire, dont la validité sera maintenant conditionnée à une troisième dose.

Alexandre Horn, « La Cnil perd patience et demande des chiffres sur l'efficacité du pass sanitaire », numerama.com, 30 novembre 2021.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

| Tarif standard | Jeunes/chômeurs/précaires |
|--|--|
| Hebdo <input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 € | 6 mois <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 € |
| Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 € | 1 an <input type="checkbox"/> 40 € <input type="checkbox"/> 80 € |
| Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 60 € <input type="checkbox"/> 120 € | 6 mois <input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 90 € |
| Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert | <input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 € |

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

| | | |
|---|---|---|
| Hebdo <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre | Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre | Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre |
|---|---|---|

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

| | | |
|---|---|---|
| Hebdo <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre | Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre | Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre |
|---|---|---|

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org